Projétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous!

# lotldien du péuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 5 MAI Nº 177 1,50F

Belgique 15 F Commission paritaire no 56 942

### **FOUGÉRES**

Avec les «Réos», la vente des stocks

voir p. 9

### Goldman innocenté

### LES **LECONS** D'UN **PROCES**

Goldman a finalement été innocenté du crime du Boulevard Richard Lenoir. L'avocat général, dans un pâle réquisitoire avait réclamè la réclusion criminelle à perpétuité. Les avocats de Goldman ont démontré minutieusement la faiblesse de son argumentation. Par delà son issue, un certain nombre de leçons se dégagent de ce procès.

Si les ambiguïtés demeurent, il n'en reste pas moins que la journée d'hier a mieux permis de cerner la véritable nature de l'«affaire» Goldman. En effet, malgré ses limites, ce procès a dévoilé certaines pratiques de l'appareil judiciaire de la bourgeoisie : à commencer par celle qui est de fabriquer les coupables dont il a besoin. Tout au long du procès, on a vu la justice exiger du présumé coupable qu'il fasse la preuve de son innocence, sans qu'elle soit en mesure d'apporter les preuves de la culpabilité de l'accusé. En sorte que la «présomption d'innocence» ne joue pas, et que le doute ne bénéficie plus à l'accusé. En d'autres termes, le procès Goldman a bien été un procès d'intention.

man, tout le poids du doute pèse sur les témoignages à charge contre Goldman. La journée d'hier a permis de faire le point sur les contradictions et le caractère indécis des cinq témoignages contre Goldman, Ainsi, Trocard, client de la pharmacie lors de l'agression, et qui est mort depuis, a toujours prétendu que l'assassin portait une casquet te, alors que les quatre autres témoins ne l'ont jamais signalé.

Que penser aussi de ces témoins qui affirment avoir (vu) Goldman, alors qu'il est matériellement prouvé qu'ils n'ont pu tout au plus qu'wapercevoirs une silhouette fugitive?

suite p. 3

# OCCUPATION, **MANIFESTATIONS**



La décision du tribunal de Commerce de prononcer la liquidation des biens n'a vraiment surpris personne à Lip. Il y avait peu d'illusions sur la possibilité d'une «solution-miracle». C'est si vrai qu'une manifestation était prévue pour hier, avant même que le verdict du tribunal ne soit tombé.

Dans l'immédiat, les «Lip» préparent activement les journées «portes ouvertes» du week-end prochain. De nombreux travailleurs en lutte ont déjà fait savoir qu'ils viendraient. C'est un témoi-

gnage supplémentaire de l'intérêt que porte la classe ouvrière à la lutte des

Maintenant, les choses sont nettes du point de vue juridique. La liquidation des biens est prononcée. Les lettres de licenciements sont attendues pour la fin du mois de mai. Il n'est plus question aujourd'hui de possibilité de «reprise rapide», de «solution-miracle» de dernière minute.

Et pourtant la décision du tribunal de Commerce n'a pas vraiment changé

grand chose à l'usine de Palente. Dans les faits, l'usine est occupée, mais la décision n'a pas été clairement prise en assemblée générale. Plus personne ne travaille maintenant, mais les «Lip» continuent à venir à l'usine. Le soir, à 15 h 45, les «Lip» sortent de l'usine, montent dans leurs cars et rentrent chez eux. Seule une petite équipe reste la nuit pour assurer une surveillance formelle du matériel et des machines.

suite p. 4

Après les manifestations

INTERVIEW DE AHMED DINI SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA L.P.A.I.

voir p. 7

Où en est mouvement viticole ? p.2

 Journée du 6 mai contre les accidents du travail p.5

· Chine: Des millions de théoriciens ouvriers et paysans p.7

CNUCED : l'unité des pays du Tiers-Monde p.8 La vie du journal

 Notre feuilleton **Hon Dat** p.11

p.10

Bourgogne Electronique

### MOBILISATION AUTOUR **DES 23**

Mardi, à Bourgogne-Electronique, a été une importante journée d'unirades prennent l'offensive ? Toute la journée, les des assemblées et des local du Comité d'Entremanger à la cantine...

Les lettres confirmant 'envoi à l'inspecteur du travail de la demande de li-

cenciement et annonçant la mise à pied des huit délégués ont été envoyées fication, une étape pour hier. Une importante réuque les 23 et leurs cama- nion des «licenciés» (dont trois confirmés des mardi, quinze en tout sans doute 23 ont été à l'usine, tenant aujourd'huil s'est tenue : Il fallait parvenir «à se soucommissions de travail au der comme un bloc uni, local syndical, dans le autour duquel tous les travailleurs puissent se prise, ils étaient avec leurs mobiliser». Sans ce rencamarades de travail pour forcement, comment en effet passer à la contreoffensive?

SUITE PAGE 4



L'Espagne face au fascisme rénové

LA NAVARRE, **PROVINCE BASQUE** TERRE DE LUTTES

voir p. 12

### ENQUÊTE ET REPORTAGE

### Après la fusillade de Montredon OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? (16)

### « L'ENTENTE » CRAV-SYNDICALISME VITICOLE

Les Comités d'Action Viticoles imposés par les viticulteurs représentant indiscutablement la seule véritable force de mobilisation et d'action dans le monde viticole, la bourgeoisie ne pouvait pas laisser tranquillement leur influence se développer jusqu'à prendre quasiment la place du syndicalisme professionnel. Depuis de nombreux mois, le gouvernement a constamment testé l'unité du syndicalisme et des CRAV en vue d'isoler ces derniers, et de liquider la combativité

**DEPUIS JANVIER 75, A CHAQUE** MENACE UNE RIPOSTE DE MASSE

Dès janvier 1975, les viticulteurs engagent résolument la lutte : le 22 janvier, des milliers de manifestants à Port-la Nouvelle, Port-Vendres et Sète contre la comédie des discussions de Bruxelle; le 17 mars, Carcassonne, Montpellier, Perpignan et Nimes sont envahis : «Cette lutte est celle de tout un peuple qui veut vivre» dira Vialade, responsable des Comités d'Action Viti-

Le 15 avril, des dizaines de barrages bloquent tout le Midi. «Maintenant qu'on est dans la bagarre, il faut en mettre un bon coup et imposer une solution, il y en a assez de recommencer chaque année la même chose» disent chacun d'eux. La saison estivale commence par le coup de semonce du 3 juin avec un rassemblement à Montpellier. Pour le gouvernement, il faut donner un coup d'arrêt immédiat : l'insécurité de la région met en danger les grosses finances du tourisme. Plus question de laisser les viticulteurs exprimer leur juste colère : le gouvernement croit viser juste en faisant arrêter un jeune dirigeant viticole de l'Hérault, Jean Huillet. C'est un premier test, la répression ne s'abat pas sur un leader connu; mais la mobilisation massive, déterminée et immédiate des viticulteurs oblige la bourgeoisie à reculer non sans qu'elle ait marqué sa volonté de prévenir tout escalade de la violence : 15 jours de prison avec sursis.

A chaque atteinte à leurs libertés, à leur droit de vivre au pays, les viticulteurs ripostent au coup par coup jusqu'en décembre conclu par la journée du 29 avec le blocage de Sète pour que de véritables solutions sortent de la réunion du 31 avec les responsables viticoles. Rien n'est obtenu, les opérations de contrôle s'intensifient avec le vin importé jeté dans les fossés.

#### L'ENNEMI : LE NÉGOCE

Mais une évolution dangereuse se précise pour les véritables ennemis de la viticulture méridionale : le négoce est de plus en plus visé par les actions des viticulteurs alors qu'il se réjouissait des barrages anti-touristes qui ne lui ont jamais empêché d'importer du vin italien en quantité industrielle. Déjà, le 29 décembre 75, la SICA-VINS de Paul Doumeng, le milliardaire du P«C»F, a eu droit à un commando. Ce sérieux avertissement ne l'empêche pas de déclarer le 15 janvier suivant que sur les 1,5 million. d'hectos qu'il commercialise, 28% sont des vins italiens. Le négoce croit pouvoir jouer impunément avec la misère des petits viticulteurs.

#### APRÈS DOUMENG, RAMEL

Le 29 février, c'est l'expédition contre Ramel, les responsables savent à qui ils s'attaquent. Le commando est soigneusement préparé, on s'attend à ce qu'il y ait des arrestations, la riposte est prévue dans le plan de bataille, mais les services de Ponia n'interviennent pas. Ils savent que des arrestations immédiates soulèveraient dans l'heure qui suit, tout le Midi Viticole ; ce n'est que le 3 mars que 2 viticulteurs sont appréhendés, tous deux sont de l'Aude alors que des viticulteurs de l'Hérault y étaient aussi. Ce n'est certainement pas un hasard : depuis le début du siècle, l'Aude est le

département le plus dur. Une fois encore, le calcul de la bourgeoisie échoue : la solidarité entre l'Aude et les autres départements viticoles oblige à la libération des 2 emprisonnés ; mais ce n'est qu'un repli tactique, il n'est pas question de laisser les viticulteurs attaquer le négoce.

#### POUR DIVISER : MONTREDON

Le gouvernement décide alors de frapper fort, il lui faut détruire l'unité de combat entre le CRAV et le syndicalisme professionnel obligé de soutenir. Où frapper? Si les CAV de l'Aude sont discrédités aux yeux des autres viticulteurs, ce serait une première brèche dans l'unité.

De multiples témoignages dans la région donnent cette version des faits : dans l'Aude, à Montredon, les services des renseignements généraux savent qu'il y a une importante concentration

Le but véritable de ces convocations individuelles sera d'habituer les viticulteurs à voir chaque jour plusieurs d'entre eux interrogés par la police.

#### ... ET DÉNONCE LES OPÉRATIONS COMMANDOS

Tout le monde s'attendait à des arrestations. La «majorité» au pouvoir ne veut surtout pas commettre de trop grosses erreurs, pendant les cantonales. Avant de frapper, elle veut connaître l'ampleur de la réaction viticole, et l'union de la gauche cherche sa tactique électorale. Des divergences très nettes apparaissent : le 26 mars, le syndicat des vignerons de l'Hérault d'Achille Gauch et le CDJA de Grave Jeal, en présence de Maffre-Baugé de la Fédération des Vins de table «souhaitent que la violence soit exclue des formes de revendications que pourront prendre dans l'avenir les actions viticoles» et déclarent «qu'ils ne pourraient dorénavant endosser la responsabilité de certains actes de violence commis par des groupes incontrôlés agissent en dehors des consignes syndicales». Et le 30 mars, la Confédération Nationale des caves coopératives, la Confédération Générale des Vignerons du Midiet la très puissante Fédération Nationale des vins de table respectivement tion n'est pas aussi forte qu'à la veille de Montredon et le gouvernement réussira, temporairement, à éviter tout soulèvement de masse prolongé. Et c'est, contraints mais en position plus confortable, que Bonnet et Fourcade sous la demande de Chirac, convoquent les représentants du syndicalisme viticole.

#### REFUSER LA RECONNAISSANCE DU CRAV

Là aussi, il s'agit de saper l'influence des comités d'Action. Le syndicalisme acceptera-t-il de venir discuter à côté de la FNSEA et du CDJA, sans le porte parole du CRAV, Romain, alors qu'A. Teisseyre est maintenu en prison ? Oui. Et Fourcade peut triomphalement annoncer: «Nous avons reçu les dirigeants qui avaient donné des consignes de modération». Jusqu'à ce jour, les viticulteurs avaient imposé la présence du CRAV dans les discussions.

#### QUI PARTICIPERA À L'OFFICE-BIDON ?

La dernière carotte est l'office du vin auquel le syndicalisme participe dans le but de «l'améliorer de l'intérieur» tout en promettant que cette participation n'est pas définitive. Tessier, au nom du CRAV, a clairement proclamé le 29 avril devant 100.000 manifestants : «Si l'office du Vin ne nous convient pas, nous exigerons la démission des représentants du syndicalisme de cet Office. Nous voulons le bistouri et non pas de l'aspirine».

#### LA DROLE DE COMPRÉHENSION DES **BOURGEOISIES EUROPÉENNES**

Pour les viticulteurs conscients, aucune illusion n'est permise sur cet officebidon ; à Bruxelles leurs justes revendications sont foulées aux pieds : pas plus tard que le dimanche 25 avril la CEE a passé un accord de coopération avec la bourgeoisie tunisienne en échangeant 95 millions d'unité de compte contre de la main d'œuvre et... l'importation en franchise totale de 50.000 hectolitres de vin de qualité en bouteille plus des vins courants bénéficiant d'un abattement de 80%, c'est-à-dire, en clair qu'ils ne paieront qu'1/5 de la taxe. Quand on sait l'honteuse exploitation des travailleurs tunisiens, on imagine que même les vins italiens vont apparaître chers | Le négoce doit être content!

### DÉFINIR DES OBJECTIFS CLAIRS

Aujourd'hui, après le 29 avril il reste au mouvement viticole à se donner des objectifs clairs. Quels sont les véritables ennemis de la viticulture ? Qui sont les alliés des viticulteurs futurs chômeurs : les gros propriétaires, la FEN, le CID-UNATI ou bien les salariés agricoles, les ouvriers d'usines ? Est-il possible de trouver une solution viable sans changer de société, comme veulent le laisser croire les créateurs de l'Office du Vin ?

Et quel changement ? Celui du Programme Commun et de l'union de l'apprenti aux petits patrons, des exploiteurs aux exploités ou bien la lutte résolue pour une société socialiste dans laquelle le travail du paysan bénéficiera à tous les travailleurs et non pas au Crédit Agricole, au négoce et autres sangsues profitant des illusions de la

propriété privée ?

Après Giscard dans la campagne pour les présidentielles et Mitterrand, Marchais viendra sans doute chanter, le 15 mai à Montpellier, les bienfaits de «l'unité la plus large» dans le calme le plus serein «pour un véritable changement». Moins de 24 H après le rassemblement du 29 avril, la deuxième demande de mise en liberté provisoire d'Albert Teisseyre a été rejetée. Quels choix d'actions feront les viticulteurs ? La question aujourd'hui est sur la sellette dans leurs discussions.



de fusils. La provocation à grande échelle est minutieusement préparée : un train de marchandises, avec de nombreux wagons vides en bois est lancé sur le point de concentration des viticulteurs armés en sachant très bien que la voie ferrée est détruite sur plusieurs mêtres et en même temps un détachement de CRS est envoyé consciemment au «casse-pipe». Il y aura, il doit y avoir des morts s'il le faut mais la révolte viticale doit être enterrée.

#### LE SYNDICALISME VITICOLE MARQUE

Cette détermination, cette apparition claire de la véritable nature de la dictature de la bourgeoisie, désemparent les différents leaders viticoles, le syndicalisme s'affole. Pour lui, il n'est pas question de soutenir des actes jugés irresponsables. L'unité est ébranlée, l'arsenal d'intoxication par l'information est mis exclusivement au service de la division ; c'est la fable grossière de l'«attentat» de Toulouse et des éléments fantômes du GARI, des éléments anarchistes qui se seraient infiltrés dans les CAV ? Une rumeur : Cazes pourrait être arrêté, mais la riposte serait beaucoup trop massive; une autre tactique est cho sie pour tester, une fois encore, la capacité de riposte des comités d'actions et du syndicalisme. Des viticulteurs sont convoqués individuellement et interrogés : «Dès le premier convoqué, on aurait dû empêcher que les flics l'interrogent» diront nombre d'entre eux au lendemain de l'arrestation de Teisseyre.

présidées par Verdale, J.B. Benet, et Maffre Baugé font paraître une lettre intitulée : «Les contrôles «sauvages» suicidaires», dans laquelle, après avoir reconnu que «les contrôles «sauvages» effectués par les vignerons ont attiré l'attention des pouvoirs publics sur les pratiques frauduleuses commises, et abouti à la mise en place d'un contrôle légal enfin, effectif et efficace» (?), les signataires se lancent dans une attaque hystérique contre les commandos qui «ne seraient pas explicables lorsqu'ils s'accompagneraient de bris de cuves et de dégâts causés à des chais». (Ramel n'a pas dit mieux !) et «ils deviennent suicidaires lorsqu'ils concernent des vins méridionaux et viennent casser leur outil de commercialisation». Ce qui est considéré comme un coup de poignard dans le dos des comités d'action viticoles a surpris et fait très vivement réagir les leaders de ces comités : «Heureusement que j'étais assis quand j'ai lu ça, m'avait dit un des leaders, ça m'a fait comme un nœud dans les tripes».

#### L'ARRESTATION D'ALBERT TEISSEYRE

Malgré toutes ces attaques, les leaders viticoles de l'Aude, notamment Cazes, ne sont pas isolés. C'est donc un viticulteur de la base, A. Teisseyre qui est arrêté dans le plus pur style «James Bond» le 1er avril Seule l'Aude ripostera immédiatement, les autres départements viticoles suivront dans la journée du 3 avril avec des rassemblements à Béziers et à Nimes. Mais la détermina-

### POLITIQUE

# LECANUET INQUIET DE L'AVENIR

Cours de prospective politique, hier, pour les sénateurs avec pour professeur Jean Lecanuet.

Le Garde des Sceaux a envisagé la situation délicate où la gauche arriverait en tête aux législatives. A cette occasion, il a pris à partie les positions du P«C»F.

ulls témoignent d'une agressivité profonde par rapport à nos institutions... Le véritable but du PCF, c'est d'acculer le président de la République à se soumettre ou à se démettre», faisant allusion aux déclarations publiques de Marchais, qui jugeait incompatible la présence de Giscard avec une majorité de gauche. Cette position a été qualifiée, entre autres, de «mépris de la volonté populaire qui a choisi pour sept

ans le président». Il a précisé encore «l'alternance n'est possible que dans les limites établies par les présidentielles».

Lecanuet essaie ainsi d'enfoncer un coin à l'intérieur du bloc contradictoire de l'Union de la Gauche. Une équipe comportant uniquement le PS et la majorité actuelle ferait l'affaire de Giscard au cas où il perdrait les élections. D'un côté, il prend tous les moyens pour gagner les législatives, nomme Chirac coordonnateur, mais il prépare aussi cette solution de rechange. Le dernier séminaire du PS sur «l'exercice du pouvoir», d'où le CERES, partisan de l'unité à tout prix avec le PCF, était exclu, tendrait à prouver que de ce côté-là aussi, on envisage peut-

ans le président». Il a être une solution du même

Ces différentes spéculations sur l'avenir montrent la perplexité de la bourgeoisie devant sa situation. Elles sont le fait d'une bourgeoisie, incertaine, inquiète, qui réfléchit aux choix à prendre selon les différentes hypothèses possibles. Une relative stabilité de la situation politique lui permettrait de maintenir la majorité actuelle au pouvoir. L'aggravation du malaise l'obligerait à faire appel au PS. L'imminence ou l'échéance d'un mouvement d'ensemble la contraindrait à faire appel au PCF, solution dont elle préfère pour le moment faire l'économie, vu les contradictions que suscite à l'intérieur de la bourgeoisie, le projet de capitalisme d'État de ce parti.

#### Projet de taxation des plus-values

### RECULADE DE FOURCADE

Fourcade s'est décidé à «réviser» le projet de taxation des plus-values. Ses experts lui ont remis, hier matin, un rapport complet sur les points qui peuvent être corrigés dans le projet initial. Mercredi, Fourcade doit présenter aux parlementaires de la majorité ses nouvelles propositions pour le marchandage final.

Le projet sera modifié assez largement sur trois points :

- Fourcade revient sur la taxation des résidences secondaires pour les personnes qui ne sont pas propriétaires de leur résidence principale. Pour ceux qui ont deux résidences, il y aura exonération de taxation pour la vente d'une des deux résidence qu'elle soit principale ou secondaire.

Cet amendement vise à satisfaire les cadres de la région parisienne qui sont locataires à Paris (souvent dans des logements de fonction).

Il suffira d'attendre trente ans (au lieu de quarante) pour être exonéré. Le délai pendant lequel une plus-value est considérée comme un revenu simple est ramené de deux à un an.

 Les valeurs immobilières immédiatement réinvesties en actions seront exonérées.

En modifiant le texte initial, le gouvernement veut éviter de provoquer un affrontement trop sévère dans la majorité. L'UDR s'oppose au projet pour satisfaire son électorat de cadres et d'épargnants. Les Républicains Indépendants, s'ils se disent favorables, par disci-

pline, ne cachent pas leur volonté d'obtenir des modifications, comme Dominati l'exprime dans une tribune libre de «France-

Face à ce projet de taxation, les partis de la majorité sont confrontés à des nécessités contradictoires : d'un côté, pour gagner les élections, ils doivent coûte que coûte se coordonner, montrer une relative unité. De l'autre côté, chacun est obligé d'avoir son jeu propre, pour conserver la confiance de son électorat respectif. Les temps sont difficiles. La grande tempête contre les spéculateurs, promise depuis des lunes par Giscard. finira décidément dans un verre d'eau !

Pierre PUJOL

### INFORMATIONS GENERALES

GOLDMAN INNOCENTÉ POUR LE CRIME DU BOULEVARD RICHARD LENOIR

### LES LEÇONS D'UN PROCÈS

Que dire enfin, du témoignage de l'agent Quinet qui. pour avoir ceinturé son adversaire, et l'avoir dévisagé ce qui n'est pas prouvé, car il semble l'avoir ceinturé par derrière -, a toujours affirmé que son agresseur était un mulâtre ? On ne peut que trouver grotesque l'argumentation de l'avocat général qui veut résoudre ce problème en affirmant que Quinet, se croyant alors mourant, voulu désigner son agresseur rapidement, et ne pouvait donc prendre le temps de le décrire comme étant de «type méditerranéen» - ce qu'est Goldman I

Toutes ces contradictions dans les témoignages ont pesé sur le réquisitoire de l'avocat général. Comme elles ont pesé sur les convictions de nombreux journaux bourgeois qui depuis quelques jours, soutiennent la non-culpabilité de Goldman.

Le commissaire Jobard affirmait lui-même avant-hier à la barre : «Dans la mesure où Goldman est coupable, il vaudrait mieux qu'il y ait une preuve matérielle». Ne pouvant réellement faire la preuve de la culpabilité de Goldman, dans un réquisitoire qui, aux dires de maître Kiejmann, «a plus de tenue que de contenu», l'avocat général s'est situé sur un autre plan, qui est, finalement, le véritable plan de ce procès : le procès d'intention. Dans l'aaffairen Goldman, la bourgeoisie a eu recours à un procédé d'amalgame, en s'appuyant sur le passé politique de l'accusé. On en a eu la preuve hier, lorsque, faisant ses réquisitions l'avocat général a conclu que «Goldman a tué, mais il n'est pas un tueur. Goldman a pu tirer sur les deux pharmaciennes, à cause



son passé et de sa formation». Et d'évoquer son séjour parmi les «guérilleros» du Vénézuela ! En d'autres termes, avec le procès Goldman, la justice bourgeoise a eu recours clairement à l'amalgame : des révolutionnaires et des criminels de droit commun.

Non pas que Goldman soit un révolutionnaire ! Au contraire, Goldman a offert à la bourgeoisie un très bon terrain à sa manœuvre. Ancien étudiant de l'UEC, décu par le Parti révisionniste, il se lance dans une fuite en avant individualiste, revant d'exporter la révolution au Vénézuela. Expérience sans lendemain, et, de retour en métropole, Goldman devient un marginal, choisissant pour survivre, de abraquera. Il avoue lui-même que le soir du crime du boulevard Richard-Lenoir, avant d'aller chez son ami Joël Lautric, il a songé à «braquer» une crémerie dans le quartier de la

car le magasin était «minable». Le procès de Goldman ne pouvait donc pas être un celui d'un militant révolutionnaire qui dénoncerait l'appareil judiciaire de la bourgeoisie, comme composante de l'appareil répressif de la dictature capitaliste. Mais il a permis de dévoiler la pratique de la «présomption de culpabilité» : parce que l'on est - ou l'on a été - en révolte contre la société capitaliste, on peut aussi être un tueur. C'est en celà que l'affaire Goldman a été un exemple.

A partir de ce banc d'essai, la bourgeoisie risque de chercher à utiliser cette manœuvre contre des militants révolutionnaires, accusés de violence dans les grèves et les combats de classe. Mais elle se heurtera à forte partie : les révolutionnaires sauront transformer leur procès en un procès de la bourgeoisie et de sa dictature.

Camille NOEL

### BERLIN : LES GRINCEMENTS ENTRE LE PCUS ET LES RÉVISIONNISTES OCCIDENTAUX

Ponomarev, chargé des relations extérieures avec les partis qui ne sont pas au pouvoir. Katouchev, qui s'occupe des partis des pays opprimés par l'URSS, et Zagladine, premier adjoint du chef de la section internationale, représenteront l'URSS à la réunion des partis révisionnistes de Berlin-Est : il s'agit de préparer cette «conférence européenne», remise à de nombreuses reprises, et à laquelle Moscou tient tout particulièrement.

A cette occasion, Zagladine a spécialement écrit un article concernant les relations entre le PCUS et ses homologues occidentaux. dans un hebdomadaire soviétique. Il y affirme : «La diversité des formes de lutte pour des objectifs identiques est naturelle et normale. Peut-être les apparences peuvent-elles faire croire qu'il y a là une contradiction. Mais la vie est pleine de ces contradictions apparentes, et on n'y peut rien. Il ne fait aucun doute que tôt ou tard, la vie se chargera de dissiper les malentendus qui subsistent à ce propos».

Autant, sinon plus, que le parti «communiste» italien, qui vient de demander le report de la réunion, prévue juste avant les élections anticipées du mois de juin dans ce pays, c'est probablement le P«C»F qui est en cause.

La contradiction est-elle si «apparente» que le prétend Zagladine ? C'est l'examen des questions qui ont fait l'objet de disputes qui permettra d'y répondre. D'une part, il s'agit de la répression en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est. Le visage du «socialisme» que donnent ces pays est de plus en plus incompatible avec les visées des partis révisionnistes occidentaux, qui cherchent un soutien de masse pour leurs projets de capitalisme d'Etat ; d'autant plus que les difficultés de certaines bourgeoisies, en France, en Italie, en Espagne, leur permettent

d'espérer avancer rapidement dans cette voie. Ni du côté de la classe ouvrière, qui 'aspire à un véritable socialisme, ni du côté de la petite bourgeoisie, objet de tous les soins de ces partis, et attachée à ses propres libertés, le visage présenté par l'URSS et ces pays de l'Est ne peut être assumé par les partis révisionnistes sans qu'ils se privent d'une importante base de masse. Depuis peu, le P«C»F, tout

particulièrement, en vient à attaquer sur un autre front : il accuse de plus en plus fréquemment Moscou de «mollesse» à l'égard du gouce. La contradiction, là non plus, n'est pas simplement apparente : le rythme de développement de la lutte des classes à l'intérieur de chaque pays européen ne coincide pas forcement avec les projets hégémoniques d'ensemble du social-impérialisme sur l'Europe. Là où les conditions concrètes peuvent presser un Marchais, un Berlinguer, de prendre le pouvoir, Moscou peut préférer attendre, s'appuyer par exemple pour un temps sur un Giscard d'Estaing disposé au compromis, pour faire avancer les positions soviétiques dans la région toute entière.

Reste pour le Kremlin un problème délicat : la venue au gouvernement de ces différents partis étant vraisemblable à assez court terme, il serait tout de même dommage de se priver des

services qu'ils pourraient dans ce cas rendre à la pénétration soviétique dans leurs pays respectifs. Alors, Zagladine est chargé d'atténuer les contradictions, de les présenter comme tout-àfait solubles, de façon à préserver toutes les chances de ce côté-là. On avait déjà observé ce phénomène, lors du congrès de Moscou, quand Breinev avait pris le soin de rencontrer spécialement la délégation italienne, qui pourtant était de celles qui s'opposaient le plus directement à lui.

J.L.

• 2 MILITANTS BRE-TONS REMIS EN LI-BERTÉ: La Cour de Sûreté de l'Etat, a remis en liberté deux militants bretons accusés d'avoir participé à un attentat contre une chambre d'agriculture. Un troisième reste emprisonné. Exigeons sa libération!

• Deux des treize médecins toulousains poursuivis par le conseil de l'ordre pour avoir refusé d'acquitter leur cotisation ont comparu mardi matin devant le tribunal de grande instance de Toulouse. Le jugement sera rendu le 18 mai.

#### AGRET : RÉUNION DE LA COUR DE CASSATION LE 13 MAI

La demande de suspension d'exécution de peine de Roland Agret sera examinée par la chambre criminelle de la Cour de Cassation, le 13 mai. Antoine Santelli est, d'autre part, revenu une fois de plus sur ses déclarations.

### LUTTES OUVRIERES

#### LES LIP PRÉPARENT LES JOURNÉES PORTES-OUVERTES

suite de la une

C'est un sentiment d'indécision qui domine à Palente. On sait bien qu'il faut engager résolument le combat, qu'on ne peut rester éternellement dans l'expectative, que la lutte pour les 900 emplois sera sûrement longue et dure. Mais, l'incertitude devant l'âpreté de la lutte à mener, de la possibilité de gagner une seconde fois. empêche que le combat soit engagé franchement et sans ambiguité.

La volonté de lutte, elle est réelle : pas un «Lip» ne manquait à la manifestation convoquée place Battant, hier matin. Ils étaient tous là pour affirmer une fois encore leur exigence des 900 emplois à l'usine de Palente. «Mais, disait un ouvrier, on ne va pas se limiter à répéter sans cesse : Lip est viable. Si on ne fait rien, où va-t-on aller ?» Pourtant, le soutien de la classe ouvrière et de la population ne se dément pas : des vieilles femmes à qui des «Lip» distri-buaient des tracts, le long de la manifestation, témoignent : «Allez-y les gars ! Ne vous laissez pas faire | On vous aidera |»

En fin de compte, les vrais problèmes ne sont pas posés. «Décidée officiellement», l'occupation ca veut dire en même temps prendre un certain nombre de moyens. Par exemple, les moyens à prendre pour une lutte prolongée dans l'usine, ça veut dire aussi poser le problème d'une possible intervention policière : que fera-t-on dans ce cas ? Et bien d'autres problèmes que l'on retrouve actuellement dans toutes les luttes et qui conditionnent l'avancée vers la victoire.

Engager un combat résolu, c'est poser et résoudre ces problèmes. Il est grand temps de prendre sérieusement les choses en mains.

Gérard PRIVAT

LES JOURNÉES «PORTES OUVERTES» SE PRÉPARENT ACTIVEMENT A LIP

Il est prévu une participation massive à ses journées des 8 et 9 mai. Déjà, beaucoup de travailleurs, de paysans, ont annoncé leur venue. Un car de Griffet. les «Réo», Caron-Ozanne, les viticulteurs occitans, Peugeot-Mandeure... Il y aura au programme la visite de l'usine et des démonstrations sur des postes de travail. D'autre part, de nombreux stands d'usines en lutte s'installeront autour et à l'intérieur de l'usine. Ce sera en quelque sorte un carrefour des luttes.

Les «Lip» appellent tous les travailleurs à participer massivement à ces journées.

### BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

## **MOBILISATION AUTOUR DES 23**

Il a fallu aussi bien combattre un découragement qui persiste chez quelques uns \u00e4qu'est-ce qu'on va faire pour nous ? Juridiquement les patrons sont forts...»), que l'énervement, l'impatience qui en gagnaient d'autres (mil n'y a plus que la cogne...») En fin de compte, c'est plus soudés et déterminés que les 23 abordent la journée d'aujourd'hui et entament la remise en

lectif de travail va se mettre en route pour contre-attaquer sur le plan juridique, avec quatre commissions (sur les mises à pied, les entraves au droit de grève, la cause des sanctions et le vote du C.E.). Un fait nouveau s'est révélé : se faisant juge et parti, un représentant de la direction qui était également président du C.E. aurait voté vendredi dernier, contrairement

avec l'Etat bourgeois et la Thomson), qu'au plan des droits du travail, une «affaire exemplaire», un «précédent»...

«J'avais des illusions sur la justice bourgeoise, mais après tout ces sales coups, je les ai bien perdues maintenants, c'est ce que m'a dit une ouvrière à la sortie de la réunion des 23.

notre salaire pour les licenciés...» Car il y a des camarades qui ont des dettes, des mères célibataires qui sont dans une situation financière difficile. Dès maintenant on va relancer le soutien sur ce terrain aussi et sans attendre. Il s'agit de répartir le produit des collectes précédentes. «Et puis, il va falloir exiger de ces gens du C.E. qu'ils débloquent du fric In

En plus, déjà un appel large au soutien, à la constitution de comités contre la répression, les licenciements, à la B-E, a été décidé. Il va être soumis à l'ensemble des 23, aux sections syndicales, aux travailleurs. Une conférence doit se tenir également bientôt. Affiches et tracts sont en préparation pour l'usine ; il va falloir en faire aussi pour tout Dijon ! La présence des licenciés, la mobilisation par prises de paroles en ateliers, à la cantine, sur les panneaux, tout cela doit préparer une assemblée générale de l'usine, jeudi, sur de nouvelles propositions d'action pour tous les travailleurs ! Des idées nouvelles n'ont pas encore été mises en application, commencent pourtant à faire leur chemin: toutes convergent, dans l'optique d'un lutte prolongée, à mener la vie dure à la Thomson, par une guerilla d'ateliers (comme chez Michelin, comme à Levallois... et c'est possible!). Oui, les 23 resteront à B-E, tout sera

Stéphane RAYNAL

F BOURGOGNE NON R LA REPRESSION C P ELECTRONIQUE RUX 23 LICENCIEMENTS T

action de la masse de leurs camarades de travail.

Pour cela, on a examiné avec attention les questions juridiques, sans s'illusionner, mais en en tenant le plus grand compte pour le rapport de force et pour faire reprendre confiance à tous. Un colaux dispositions normales en ce cas.

Malgré cet effort de clarification, chacun s'accorde à dire que l'affaire B-E est aussi bien au plan politique (droits syndicaux et ouvriers, libertés démocratiques, affrontements

#### RELANCER L'ACTION

all faut d'abord associer tous les travailleurs à la constitution d'un salaire pour les camarades licen- mis en œuvre ciés ; par exemple : 1 % de

#### COMMUNIQUE DE L'UNION DÉPARTEMENTALE CFDT-CÔTE D'OR HALTE A LA RÉPRESSION, NON AUX LICENCIEMENTS

23 travailleurs et travailleuses menacés de licenciement à B.E. pour avoir avec la majorité du personnel fait grêve pendant cing semaines. Robert Vieillard, délégué CFDT et memore du bureau de l'UD-CFDT de Côte d'Or, est reconnu coupable de faute lourde par le Comité d'Entreprise avec les voix de trois élus CGT

Avec 274 de leurs camarades, les délégués CGT et CFDT de chez Hoover sont en instance de licenciement, avec sur la liste les grévistes d'octobre dernier. Pour deux grèves, des cheminots ont reçu des demandes d'explication avec sanctions, blâmes et retenues de salaire...

Ces attaques s'inscrivent bien dans la ligne du pouvoir et du patronat qui veulent briser la combativité ouvrière en affaiblissant les organisations syndicales de classe. L'UD-CFDT appelle tous ses adhérents et tous les travailleurs à riposter massivement, pour l'arrêt immédiat des procédures de licenciement à B.E. et chez Hoover. pour le retrait de toutes les sanctions chez les cheminots, elle appelle les travailleurs à développer l'action !

### en bref... en bref...

: 15 usines du groupe S.E.B. (société européenne des brasseries! sont en grève. Parmi les 15, 6 sont occupées. Voici la liste des villes des usines en grève : Vaucaire, Brest, Bordeaux, Champigneulles, Denain, Dumesnil, Le Havre, Lyon, Moulins, Nantes, Rennes, Strasbourg, Valenciennes, Ivry, Eu.

Le 30 avril, Dumesnil, Moulins, Ivry ont fait une marche sur le siège social à Sèvres. Le 29 avril, Strasbourg entrait en grève avec occupation. Les revendications sont :

- 5º semaine de congès payés
- l'échelle mobil7

S.E.B. fait partie du trust B.S.N.. Hier une réunion des sections syndicales des usines avait lieu à Paris. Cette réunion devait se terminer par la décision d'envoyer une délégation au siège.

#### LA ROCHELLE: LES CRS CONTRE UNE MANIFESTATION DE MÉTALLOS!

Alsthom, Tasker, Semat, Scan, Stima... Ces cinq usines rochelaises sont en grève depuis dix jours. Près de cinq mille travailleurs à l'offensive pour leurs revendications / Première réponse du patronat local : vingt délégués CGT et CFDT étaient assignés en référé, vendredi 30 avril. Les métallos actuellement en lutte accompagnaient leurs camarades au tribunal quand, avec leur brutalité coutumière, les CRS les ont chargés, tirant des grenades lacrymogènes dans la manifestation /

La riposte ouvrière n'a pas trainé : deux heures après, plusieurs milliers de travailleurs manifestaient dans les rues de la ville aux cris de «halte à la répression policière l», «Satisfaction pour nos revendications In

this is align on any allowy office.

#### **UN SPÉCIALISTE DES «RELATIONS HUMAINES»!**

Parmi les gens de la direction qui se plaignent d'avoir été «séquestrés», il en est un que les ouvrières de Bourgogne Electronique portent spécialement dans leur cœur ! Lundi, pendant le meeting devant l'usine, son apparition à la terrasse de la salle des conférences a soulevé l'enthousiasme : «Malot, facho, le peuple aura ta peau» et d'autres aimables slogans lui ont été adressés...

Qui est donc ce M.Malot ? C'est le chef du personnel de B.E., mais c'est plus que cela, c'est l'homme à tout faire de la Thomson chez LCC Ste Appollinaire (B.E.). Petit à petit, la «sécurité du travail» (I), les bus de ramassage, la cantine, les «relations humaines» (1)..., tout cela est passé sous sa coupe, comme autant de sujets de révolte pour les ouvrières ! Et ce monsieur a un lourd passé : ancien légionnaire, ancien chef chez SIMCA, ancien responsable du personnel à Creusot-Loire... bref un spécialiste de l'encadrement répressif, avec déjà à son compte des centaines de licenciements et d'«incitations à la démission»... Pendant la grève, il menaçait en personne les grévistes de l'intervention de l'extrême-droite ; il était en tête, avec Lusso (un homme du SAC de Dijon), lors de l'attaque des cadres contre le piquet de grève le vendredi

. HAUSSE DE L'ES-SENCE: Nouvelle hausse prévue du prix de l'essence annoncée pour la fin de la semaine. Elle serait de 5

centimes. Cette augmentation intervenant avant l'été augmentera encore les difficultés des familles populaires à partir en vacances.

Consumer Words Consumer de

MEETING ESPAGNE Contre la monarchie franquiste vive l'offensive ouvrière Jeudi 6 mai 20 h 30 - MUTUALITÉ à l'appel de l'OC Révolution, OC-GOP et du PCRmI avec la participation des organisations espagnoles MC, OCE.BR, ORT, PTE

### LUTTES OUVRIERES

# Journées d'action pour la sécurité du travail CONTRE LE CAPITAL ASSASSIN DEVELOPPONS NOS LUTTES!

Depuis un an, le nombre des accidents du travail s'est développé dans des proportions considérables. En 1975, c'est plus d'un million de travailleurs qui ont été accidentés, dont 100 000 gravement. 4 600 travailleurs ont été tués. Le nombre important de ces assassinats et mutilations est la conséquence directe de la politique de restructuration et de rentabilisation entreprise par la bourgeoisie en vue de faire payer sa crise, depuis plus d'un an.

Contre cette politique, les travailleurs de plus en plus massivement ont engagé la lutte : Usinor, Liévin, mais aussi plus près de nous, à la SMN Caen, à Clérieux où les travailleurs ont décidé de ne pas reprendre le travail tant que la sécurité dans les ateliers ne sera pas assurée. Ce qui apparait dans les luttes, c'est de plus en plus, le rejet de l'organisation capitaliste du travail, le refus de risquer sa vie pour quelques miettes et bien sûr le refus de subir les conséquences des difficultés de la bourgeoisie.

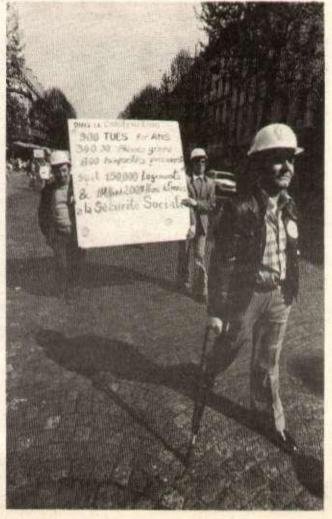
C'est dans ce contexte que, demain, les confédérations syndicales CGT et CFDT appellent à une journée nationale d'action sur le thème de la «sécurité du travail».

LES RÉVISIONNISTES : NE PAS REMETTRE EN CAUSE LA LOGIQUE CAPITALISTE

Mais quel but est poursuivi par les confédérations, en organisant une telle journée ? S'agit-il de la sorte de porter à un niveau plus élevé les luttes qu'engagent les travailleurs contre ce qui est la cause de cette insécurité dans le travail, l'intensification du travail que le patronat tente d'imposer un peu partout ? En fait, a y regarder de plus près, ce qui nous est proposé est de lutter uniquement pour quelques améliorations.

La confédération CGT clame bien haut que «les méthodes d'organisation du travail actuelles sont liées au niveau des connaissances actuelles et qu'il faut trouver des compensations». Comme ils l'ont fait à Usinor, les révisionnistes de la confédération CGT appellent donc ni plus ni moins encore aujourd'hui les travailleurs à accepter la logique capitaliste, et à réclamer en compensation des conditions de travail de plus en plus mauvaises. des contre-parties financières, ce que refuse justement de plus en plus la classe ouvrière.

En fait, ce qui intéresse les révisionnistes de la



direction CGT, ce n'est pas tant que des milliers de travailleurs soient mutilés chaque année, mais surtout que cela coûte cher. «Les coûts économiques de ces accidents sont considérables, en 71 les incapacités temporaires ont entraîné 28 millions de journées perdues».

Quant à la confédération CFDT, qui se targue de faire de la lutte pour la sécurité dans le travail, un axe prioritaire de son action, qu'a-t-elle fait à Liévin, à part tenir quelques conférences de presse ? C'est souvent l'argument qu'elle emploie pour laisser de côté la lutte pour l'emploi!

#### DES MESURES DÉRISOIRES

Et à part ça, que nous proposent comme objectifs de lutte, les confédérations?

L'augmentation des inspecteurs du travail. Certes, le fait qu'ils n'ont aucun poids est dû aussi à leur petit nombre mais fondamentalement, quel rôle jouent-ils sinon celui de médiateur, au service du patron ? Quant à ceux, honnêtes, qui existent, le moindre rapport défavorable pour une entreprise entraîne aussitôt la mutation.

En fait, établir clairement les responsabilités dans un accident du travail, imposer des reculs aux patrons, ne peut se faire que par la mobilisation des travailleurs.

Développer le rôle des Comités Hygiène et Sécurité : il est nécessaire effectivement de développer leur rôle mais leur efficacité dépend en grande partie du travail qu'ils font. Lutter pour la sécurité dans les usines, faire reculer le patron n'est possible que si le CHS s'appuie sur les ouvriers dans les usines. Ce n'est pas ce que proposent les confédérations qui veulent remettre la question de la sécurité entre les mains «des délégués compétents», de quelques uns. Enfin, un des thèmes sur lesquels les confédérations syndicales entendent mobiliser les travailleurs est celui de l'application de la loi. «L'application de la législation du travail en matière de sécurité permettrait déjà de supprimer les deux tiers des accidents du travail»: qu'en est-il ? Si la législation du travail contient effectivement un certain nombre de mesures de sécurité, les travailleurs savent bien que les appliquer veut dire réduire son travail dans des proportions importantes et donc se voir, par là, supprimer une partie importante de son salaire. La course au profit est contradictoire avec le respect de la sécu-

Mais demain, avec nos sections, nos syndicats, nous refuserons la voie de la capitulation, nous affirmerons notre volonté de lutte, notre rejet de cette société du profit qui assassine et mutile les travail-

R. FEUILLET

### Maladies professionnelles

### À HENRI-MONDOR

Paulette, une jeune laborantine, lutte contre la mort depuis 5 jours, dans le service de réanimation médicale de l'hôpital Henri-Mondor, victime d'un accident du travail : l'hépatite virale.

L'hépatite virale est une maladie professionnelle qui survient à la suite d'une blessure (par une aiguille, un verre coupant...) mise au contact du sang d'un malade atteint d'hépatite virale. Cette maladie est de plus en plus fréquente vu les cadences imposées aux hospitaliers qui n'ont pas le temps de prendre des précautions pour travailler, de mettre des gants...

Deux camarades de travail sont victimes de la même maladie, à des degrés plus bénins.

Il y a trois ans déjà, une autre «épidémie» avait touché dans le même service laboratoire de biochimie une dizaine de travailleurs hospitaliers. Un médecin qui prenait pourtant toutes les précautions (gants...) ne fumait ni ne mangeait dans le laboratoire, était mort, victime de l'hépatite lui aussi. Les réactions dans l'hôpital :

Pour le patron du laboratoire, Paulette a fait une faute technique, car elle mangeait sur place un sandwich tous les midis.

Pour la direction de la section CGT, contactée hier par la CFDT pour une riposte immédiate : «Nous ne pouvons rien faire, nous contactons notre base».

Les laborantines sont bouleversées de voir mourir leur camarade, elles se sont réunies hier pour examiner les causes réelles de «l'accident» et les moyens de lutte. Elles sont soutenues par la CFDT qui a demandé la réunion exceptionnelle du CHS. Elles savent que ce n'est pas avec des ordres «lavez-vous les mains», des consignes, des panneaux «hygiène» que l'hépatite cessera de tuer : que ce sont les conditions de travail qu'il faut changer puisqu'elles n'ont pas le temps de manger, qu'il faudrait deux équipes pour supprimer les cadences infernales entre 11 heures et 17 heu-

Carr. Henri-Mondor

#### TENTATIVE D'ASSASSINAT À DURSCHMITT

«Le lundi 26 avril 1976, à 19 H, un camion conduit par le patron en retraite de la société Limousin, recula violemment en blessant un délégué CGT et 4 camarades qui n'ont eu la vie sauve que grâce à leurs réflexes. Des mardi, une plainte sera portée pour tentative de meurtre, tout le piquet de grève est témoin et la maîtrise et les cadres présents seront pour suivis pour non assistance à personne en danger.

Entre temps, nous avons vu arriver l'huissier. Ce monsieur, au service de la justice bourgeoise, constata : entrave à la liberté du travail. Mais pour lui faire constater les dégâts subis par les ouvriers... on a pu une fois de plus, constater dans quel camp il se trouvait».

(Section CGT Durschmitt et piquet de grève)

Cet article a été affiché toute la journée de mardi. Seulement, le mardi on apprenait que l'UL-CGT était contre la plainte, alors que pour nous, elle était une garantie de pression auprès de la direction. Nous avons pris de nouvelles formes de

lutte : aller cueillir du muguet pour le vendre au profit des grévistes, collectes dans la rue, aux portes des usines, sur les marchés, musique révolutionnaire, visite au bureau de la direction avec musique et mots d'ordre, tours d'ateliers (sur 280 ouvriers, seuls quelques uns travaillent), déblocage de la prime de vacances aux enfants des ouvriers (primes augmentées).

Il sera utile de refaire le tour des ateliers où les chefs travaillent (chose rare et curieuse). Ces messieurs font des heures supplémentaires, car pendant les heures normales nous empêchons les stocks de sortir, ce qui fait qu'ils chargent après notre départ.

L'article du OdP a été affiché sur les panneaux et lu par les 3/4 des ouvriers. Le lendemain, le journal local «le Progrès», sous la pression de l'UL-CGT faisait paraître enfin un article sur la grève de chez Durschmitt. Le vendredi 30, la continuation de la grève illimitée était décidée.

\* Correspondant Durschmitt Lyon **OLIVETTI** (Paris)

#### GRÉVE DES PROGRAMMATEURS DEPUIS 4 SEMAINES

A Olivetti, les programmateurs sont en lutte depuis 4 semaines maintenant. Olivetti (fabrique de machines à écrire), est un trust qui comprend des usines en Italie, au Mexique, en Argentine, en Espagne, au Japon.

En France, 3301 employés y travaillaient en 73, aujourd'hui ils ne sont plus que 2850. Les effectifs ont été réduits considérablement. Les charges de travail ont augmenté parallèlement. C'est pour ces raisons que la grève est partie.

Depuis 4 semaines, la grève s'organise : des délégués chargés de représenter leurs camarades auprès de la direction au cours des négociations, ont été élus. Des

HAUSSE SUR L'ESSENCE ET LE FUEL

L'essence ordinaire et le super augmenteront de 4 à 6 centimes à partir du 15 mai. Le fuel domestique augmentera de 1 à 2 %. Ces nouvelles augmentations aggraveront encore les difficultés des familles populaires à la veille des congés d'été.

commissions ont été créées. L'une d'entre elle s'occupe de faire connaître la grève : confection d'affiches, mise en œuvre d'une bande dessinée qui relate l'histoire des différentes luttes dans l'entreprise, d'une bande vidéo sur la lutte actuelle.

Mais il faut aussi s'occuper du soutien financier. Des madeleines sont préparées et vendues à l'heure du petit déjeuner et vendues dans l'usine, (tout le personnel n'est pas en grève mais manifeste ainsi son soutien), ainsi que, plus largement, des vieux habits, des livres, etc...

> MICHELIN (Clermont-Ferrand) : DÉBRAYAGES POUR LA GRILLE DES SALAIRES

Depuis une semaine, des débrayages quotidiens ont lieu dans les ateliers d'entretien et de montage mécanique pour la révision de la grille des salaires et le paiement à 100 % des samedi chômés. Le mouvement est suivi par près de deux mille ouvriers!

### INFORMATIONS GENERALES

### L'INCULPATION DE RAMEL : UNE OPERATION DE DEMOBILISATION

Ramel et son épouse ont été inculpés lundi pour détention de vin impropre à la consommation. Il ne s'en est pas montré très affecté, il a déjà été inculpé une bonne dizaine de fois et il s'en est toujours bien tiré. Il a notamment bénéficié d'un témoignage de Fourcade en sa faveur pour une affaire de fraude.

L'inculpation présente est destinataires qui ne semblent la conséquence d'un premier arrêt par le gouvernement sur les importations de vin d'Italie à la suite des manifestations et des actions des viticulteurs. Des centaines de milliers d'hectolitres ont été bloqués à Marseille. Les contrôles effectués sur ces vins ont révélé qu'ils n'étaient pas conformes à la législation française sur les vins. Ramel pense s'en tirer en arguant du fait qu'il n'est pas encore propriétaire de ces vins qu'il n'a pas encore payés et qui sont encore sous douane. Dans le vin incriminé, tout n'était pas destiné à Ramel, il y avait certainement d'autres

pas pour l'instant inquiétés.

On peut donc se demander si en l'occurence Ramel qui n'a rien d'un saint, ne sert pas de bouc émissaire. Il y aurait à cela plusieurs raisons. Les viticulteurs ont mis à sac les caves et brisé les cuves appartenant à Ramel à Méximieux le 3 mars dernier. Le retentissement de cette action a mis en avant le nom de Ramel comme l'un des principaux responsables de l'importation de vins italiens de mauvaise qualité, l'inculpation de Ramel peut donc sembler être une satisfaction accordée aux viticulteurs. L'entreprise Ramel bien

qu'importante n'a pas la taille de sociétés comme SVF. c'est une entreprise familiale qui a échappé au regroupement opéré par les super grands du négoce très directement liés au gouvernement, ca peut donc être une facon d'éliminer un concurrent. En le désignant publiquement à l'opinion publique, le gouvernement tente

de se dédouaner vis-à-vis des viticulteurs pour faire croire qu'il s'attaque aux négociants fraudeurs et que la justice est aussi rigoureuse vis-à-vis de Ramel que des viticulteurs qui manifestent. Et du même coup, il blanchit les autres négociants.

C'est donc une bien mince satisfaction qui est accordée aux revendications viticoles, tandis que Teisseyre demeure en prison, Ramel est en liberté, il risque au pire une amende. Cependant le gouvernement continue de protéger les importations de vin italien, il est impossible d'approcher le port de Sète et les camions des négociants sont protégés par la police.

Rien n'a donc changé avec l'inculpation de Ramel, les revendications des viticulteurs demeurent entières.

Serge LIVET



Inculpation de Ramel... à la suite des actions des viticulteurs.

### **ETUDIANTS**

**AUJOURD'HUI, COORDINATION DE LYON** 

### LE PÔLE RÉVOLUTIONNAIRE ÉCARTERA-T-IL LA CONFUSION ?

Aujourd'hui une nouvelle coordination nationale étudiante se tient à Lyon. Si ce type de coordination donne parfois un reflet faussé de la réalité sur le terrain, (compte-tenu des modes variables d'élection, des aléas de la validation des mandats), elle fixe cependant les axes généraux de mobilisation et l'orientation du mouvement. C'est pourquoi, même si la fac est le lieu principal pour mener les débats, il est nécessaire que les coordinations reflètent les clivages au sein du mouvement, soient un des moyens pour les faire apparaître.

Que sera donc cette coordination de Lyon ? Sera-t-elle une fois de plus l'occasion de masquer les contradictions ou permettra-t-elle le rassemblement des étudiants révolutionnaires autour d'une plate-forme anti-capitaliste claire?

Jusqu'à maintenant, le souci d'unité des trotskystes a permis aux révisionnistes de l'UNEF de masquer tout un temps leur logique de conciliation avec la bourgeoisie, pour la défense de l'unibourgeoise. Aujourd'hui, voilà nos trotskystes qui crient à la trahison, quelle surprise! Dans un second temps, avec la coordination de Censier, ils abandonnent, par la force des choses, leur tactique d'unité avec l'UNEF mais pour bloquer toute apparition d'un pôle anti-capitaliste et anti-révisionniste clair. La dénonciation de l'UNEF et du SNES-Sup n'a pas été celle de leur logique politique, mais simplement de leur «lâchage» du mouvement, de leurs négociations avec le secrétariat d'Etat. Mais la dénonciation des agissements de l'UNEF ne peut aboutir que si on les réfère au programme commun, projet d'une autre gestion du capitalisme.

Si cet éclairage n'est pas

porté, la force de confusion trotskyste peut encore jouer son rôle sans trop de problème. Dans le cas contraire : leur politique de soutien critique à l'union de la gauche sera mise à jour et par là même, les raisons de leur opposition à l'apparition d'un pôle révolutionnaire dans le mouvement.

Dénoncer le fond des positions de l'UNEF et du SNES-Sup apparaît bien comme un des moyens essentiels pour faire éclater au grand jour la lutte entre réformisme et voie révolutionnaire.

L'enjeu de cette bataille est clair : maintenir ce mouvement dans la confusion ou permettre le rassemblement des étudiants qui veulent prendre place dans le combat révolutionnaire d'ensemble sous la direction de la classe ouvrière, renforcer l'unité populaire?

Porteront-ils la remise en cause de l'université jusqu'à la lutte pour le renversement de la société d'exploitation qu'elle sert ? Telles sont les questions essentielles.

La coordination d'aujourd'hui peut y répondre en partie : il faut aujourd'hui rassembler toutes les énergies révolutionnaires qui sont apparues dans cette lutte.

### Nancy

Rien n'y a fait : la campagne organisée par la presse locale ou nationale, ainsi que par la radio, la prise de position des professeurs sur le thème : «Il faut être responsable et reprendre les cours», la campagne de l'UNEF qui est pour la reprise des cours sans le dire, la grève continue!

En Lettres, la situation est toujours confuse, la grêve continue ; le poids important des inorganisés et d'éléments anarchisants, c'est qu'aucune structure de lutte n'a pu se mettre en place efficacement. Les trotskystes (LCR) et les révisionnistes en se livrant à des «luttes d'idées» pour finalement dire la même chose, ont bloqué tout débat et toute sation large.

En Sciences, la lutte continue, mais cela suffitil ? Il apparait clairement, même pour ceux qui appellent à la reprise, que les 5 points lâchés par Saunier Seïté n'amènent à aucune modification, que le problème reste entier après ces petites retouches.

#### LE MOUVEMENT NE **PEUT PAS CONTINUER COMME AVANT**

La seule perspective de la grève générale de l'Education Nationale offerte par les trotskystes a fait long feu. A la faculté, ce n'est guère qu'au cours des votes (pour ou contre la grève) que viennent les étudiants. Les autres assemblées qui ne rassemblent que 2 à 300 personnes peuvent-elles rester

#### **BILAN DANS LE COURS DE LA LUTTE**

cette suite de recettes pour bien lutter, où tout est mis sur un même plan (les commissions avec les enseignants, les forums, la popularisation aux portes des usines). Plusieurs diffusions aux

actions, encore confusément se dégage chez une grande partie des étudiants, l'idée qu'on ne peut en rester au fait de cette réforme sans une remise en cause globale de l'école capitaliste et

par sa tenue, par la présence de sidérurgistes venus apporter leur point de vue sur les cadres et l'école, a contribué à développer ce courant et à fournir des réponses à ces interrogations. Combattre



Quand l'UNEF (PaC»F) agresse les étudiants de Jussieu...

portes des usines ont été faites, mais l'idée encore trop répandue était que : «On y va pour que les travailleurs nous aident à abroger la réforme, l'ouvrier et l'étudiant sont victimes tous deux du chômage». Sur ces bases évidemment, peu de travailleurs trouvaient quelque intérêt à discuter, D'où un renforcement des idées fausses chez les étudiants telles que : «Les ouvriers se foutent pas mal de nous».

A partir du bilan de ces

que ce n'est qu'à partir d'un point de vue de classe que la lutte des étudiants pourra s'inscrire dans les luttes populaires.

COMBATTRE LES CONFUSIONS POUR RASSEMBLER LES ÉTUDIANTS REVOLUTIONNAIRES

A l'initiative du PCRmI, un meeting qui a rassemblé plus de 150 personnes.

la force de confusion qu'est le trotskysme qui sans perspective, s'en tient à une gestion du mouvement, à des recettes pour l'entretenir; tirer le bilan de la lutte, regrouper les étudiants qui ont dans cette lutte, saisi les limites du réformisme et du révisionnisme, rassembler les étudiants révolutionnaires pour renforcer l'unité populaire sous la direction de la classe ouvrière, telles sont les tâches des communistes révolutionnaires.

### INTERNATIONAL

### LA SITUATION A DJIBOUTI

# INTERVIEW DE AHMED DINI, secrétaire de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance

Après les importantes manifestations de Djibouti, où la garde territoriale d'Ali Aref, fantôche de l'impérialisme français a tiré sur la foule, la délégation de l'Organisation de l'Unité Africaine, venue enquêter sur les aspirations du peuple à l'indépendance est repartie dimanche. Ahmed Dini, dirigeant de la Lique Populaire Africaine pour l'Indépendance, fait le point sur la situation pour le Quotidien du Peuple.

Quotidien du Peuple : Pouvez-vous nous expliquer quelle est la situation ces jours-ci à Djibouti ?

AD: Le barrage existe toujours, les gendarmes mobiles existent toujours, la garde territoriale opère toujours, avec plus d'agressivité. Les prisonniers politiques sont toujours en prison, la situation est la même.

OdP: Avez-vous constaté des changements au moment de l'arrivée de la délégation de l'OUA?

AD: Il y a eu moins de rafles, ce jour-là, mais les patrouilles de gendarmes mobiles étaient très nombreuses. Si les déportations par camions militaires ont diminué, elles ont été remplacées par des déportations par le train, en wagons plombés, vers

la frontière de l'Ethiopie ; nous avons remis à la commission de l'OUA des documents prouvant qu'elles se sont élevées au moins à deux-cent quarante, dans les semaines qui ont précédé son arrivée. Les gendarmes préparent des listes qui sont remises au consulat d'Ethiopie, où elles sont automatiquement visées. Tous ceux qui sont ainsi recensés sont mis dans un wagon plombé, remis à la police éthiopienne qui les relâche plus loin à l'intérieur du pays après les avoir gardés en prison quelques jours.

QdP: Pouvez-vous nous décrire les manifestations qui ont eu lieu à l'appel de la LPAI à l'occasion de la visite de la délégation de l'OUA?

AD: Nous avons organisé

une manifestation sur six kilomètres, sur la route de l'aéroport à la ville, sur les mots d'ordre d'«indépendance sans condition», «démantèlement des bases militaires et du barrage de barbelés». L'OUA nous ayant demandé de leur montrer notre force, nous avons rassemblé ainsi, selon les estimations, entre 50 000 et 120 000 personnes.

OdP: Età l'intérieur?

AD: Il y a eu des manifestations, bien sûr, à Djibouti, à Ali Sabieh...

Monsieur Ali Aref est déchainé. Il a fait tirer sur la foule à Tadjoura. Il y a eu un mort. Deux autres femmes ont été blessées. Elles tenaient des banderoles : «A bas Aref! Indépendance sans condition!». Il ne voulait pas qu'à Tadjouré, officielle-

ment considérée comme son fief, on voit une opposition. L'OUA risquant de voir une majorité écrasante d'opposants, il a fait venir plus de 3 000 ressortissants éthiopiens par camions, des coopératives agricoles de la vallée d'Aouache. Ces gens, amenés en camions éthiopiens jusqu'au poste frontière de Bouya, ont été pris en charge par les

tement rien du tout, sinon la volonté de l'administration coloniale. Elle a pu voir aussi que ce prétendu gouvernement, pour empêcher les gens de manifester librement leur opinion, tirait sur la foule sans armes, avec des balles à Tadjoura, et des grenades lacrymogènes à Obock. Dans ce dernier endroit, la commission n'a même pas pu, de ce fait, se rendre jusqu'au village.

Le président de la mission a précisé que son rapport resterait secret jusqu'à ce qu'il soit communiqué aux chefs d'Etat africains.

QdP: Comment voyezvous l'avenir immédiat, après ces manifestations qui ont fait la démonstration de la volonté populaire?

AD : Le peuple est déterminé à avoir son indépendance ; il a fait la démonstration de son unité, de sa maturité, de sa discipline. La manœuvre du référendum est vouée à l'échec si les conditions requises ne sont pas réalisées préalablement, si, comme c'est actuellement le cas, plus de 75 % ne peut pas participer librement à la consultation. Cela suppose l'abolition des lois répressives sur la nationalité et une refonte totale du registre électoral. Il faut confier la préparation du scrutin à une administration institutionnelle représentant toutes les tendances, et non pas à quelques mercenaires de monsieur Ali Aref.

QdP: Pensez-vous que ces mesures ont des chances d'être prises?

ces d'être prises ? AD : Je le crois. Si vraiment le gouvernement français n'entend pas imposer sa solution par la force brutale : ou bien il faut créer les conditions requises, démocratiques et normales ; ou bien imposer une solution par les armes. On ne peut pas imposer continuellement un assassin à un peuple. Si la justice coloniale continue à lui accorder l'impunité, je crains qu'on s'oriente vers la justice popu-



#### Chine:

### Des millions de théoriciens ouvriers et paysans pour consolider la dictature du prolétariat

Dans les champs et dans les usines du district de Linhsien, de grandes affiches contre les thèses de Teng Siao Ping fleurissent partout. Dans cette partie de la province de Honan, les masses avaient réalisé le célèbre canal du drapeau rouge, elles donnent libre cours à la critique contre Teng Siao Ping, sous l'impulsion du comité de parti. Partout sont organisés des stages d'étude où les paysans pauvres et moyens pauvres critiquent le programme «consistant à prendre les trois directives comme axe», la théorie de l'extinction de la lutte des classes, la remise en cause par Teng Síao Ping des nouveautés socialistes. Dans le cours même de la lutte, 50 000 théoriciens se sont formés et ont rejoint après leur stage leurs unités de production, leurs communes populaires pour participer avec tous à la grande lutte, dont ils constituent la véritable ossature.

LES OUVRIERS ET LES PAYSANS CONTRE LE DÉVIATIONNISME DE DROITE

Dans toute la Chine la base de la lutte contre le déviationnisme de droite, ce sont les ouvriers et les paysans. C'est leur pouvoir qu'ils défendent. A Liaoning, grand centre d'industrie lourde, les quelques 100 000 cadres ouvriers qui avaient surgi au cours de la Révolution Culturelle et occupaient des postes de direction à tous les échelons ont réagi vigoureusement aux thèses de Teng Siao Ping. Dès leur apparition, il y a un an, le secrétaire du Parti chargé de l'enseignement, Tcheou Keh-Lou, a organisé un stage d'études pour les critiquer, et appliquer la directive de Mao Tsé Toung: «L'éducation doit être au service du prolétariat, de la politique du prolétariat et doit être

combinée avec le travail productif». Quatre mille points d'initiation dans l'industrie et douze mille dans l'agriculture ont été établis par tous les établissements de la province.

L'enseignement, son rôle et la place dirigeante que doit être celui de la classe ouvrière est un peu partout l'objet d'une âpre lutte. Dans la section des travaux de construction de Tsinghoua, Hao Kouo de l'université de Tsinghoua, Hao Kouo Chou, enseignant qui fut ouvrier du bâtiment pendant vingt ans prit la tête de la lutte contre ceux qui consacraient leur activité à concevoir de beaux édifices somptueux, en méprisant les constructions simples. Après une discussion acharnée, le point de vue selon lequel les étudiants en travaux de construction devaient également concevoir des bâtiments simples a triomphé, parce que ce sont ces bâtiments dont ont besoin les masses populaires.

La classe ouvrière prend vigoureusement la tête de la lutte. Est-ce que le but du développement de la production est de faire des profits, comme le prétend Teng Siao Ping ? Non, répondent les ouvriers de l'aciérie nº 5, à Changaï. Ils produisent aujourd'hui douze mille variétés d'acier laminé contre mille huit cent en 1965, parce qu'il y en avait besqin dans les différents secteurs du pays pour l'édification du socialisme et non parce que cela rapportait à l'entreprise. L'unique but de l'entreprise sous le socialisme n'est pas le développement de la production, elle doit d'abord édifier le socialisme et consolider la position de la dictature du prolétariat.

#### 300 000 THÉORICIENS OUVRIERS A CHANGAI

C'est ce point de vue qui guide les trois cent mille théoriciens ouvriers de Changaï répartis en vingt mille groupes d'étude théorique. Lin Yao Houa qui anime l'un de ces groupes a lancé en août dernier une critique contre la thèse «prendre les trois directives comme axe». «Cette façon de dire est erronée, dit-il, elle va à l'encontre de la directive constante du président

Mao invitant à prendre la lutte de classes comme axe. Nous n'écoutons pas Teng Siao Ping». Avec la cellule du parti, il organisa quatre vingt théoriciens ouvriers qui sélectionnérent trente thèses relatives à la propriété et au droit bourgeois dans les textes de Marx, Engels et Lénine, qu'ils distribuèrent dans toutes les équipes d'ouvriers pour mener la critique de Teng Siao Ping qui s'opposait à la restriction du droit bourgeois.

«Cette grande lutte engage le destin et l'avenir de notre pays, disent les ouvriers de Chantoung. C'est donc une affaire d'une importance majeure. Nous autres ouvriers devons suivre de près le président Mao et jouerons pleinement notre rôle de force principale pour mener jusqu'au bout cette lutte». En faisant la révolution, ils développent la production de ciment, de charbon brut et d'électricité qui a augmenté d'au moins 50 %. Les ouvriers de l'usine disent : «Teng Siao Ping prétendait «si l'on critique la théorie des forces productrices (selon laquelle il faut d'abord développer les moyens de production) comment peut-on faire décoller la production ? Notre pratique prouve que notre critique a piqué au vif Teng Siao Ping qui tentait de restaurer le capitalisme».

(d'après l'Agence Chine Nouvelle) QdP: Y avait-il des manifestants opposés à Aref? AD: Autant, sinon plus. En fait, toute la population de Tadjoura était contre lui. Les ressortissants éthiopiens, à qui on avait dit que c'était la Somalie qui voulait prendre le pays, ont lancé des cailloux.

joura. On a dressé des

tentes pour les abriter à

Tadjoura, trois jours avant

la venue de la commission

Cette troupe était diri-

gée par un nommé Mo-

hammed Ayo, qui a dirigé

pendant vingt ans une

guerre civile contre un

sultan local. Il a été «prê-

té» par les autorités éthio-

QdP: Quel bilan tirez-vous de ce voyage de la commission de l'OUA ? AD: D'abord, l'OUA a vu

vraiment la réalité : que le prétendu gouvernement d'Aref ne représente stric-

### En Grèce, le fascisme frappe encore

L'enterrement de Panagoulis a lieu aujourd'hui à Athènes. Sa mort dans un «accident» de voiture soulève une grande émotion. La thèse de l'accident n'est guère défendable : les experts pensent qu'on lui a forcément fait une «queue de poisson». Un homme qui prétendait être le conducteur de la voiture s'est présenté seulement hier à la police. Rappelons que Panagoulis, résistant très actif pendant la période du fascisme, prisonnier, torturé et évadé, avait récemment entrepris une enquête sur les responsabilités de personnalités encore en place dans le gouvernement Caramanlis. Il détenait les archives de la police militaire et avait commencé à en publier des extraits dans le journal «Ta Nea»... Cette publication avait été censurée.

Le lendemain du jour où il a été tué, Panagoulis devait faire des révélations à la justice. Il aurait détenu des preuves de la responsabilité du Ministre de la Défense Averoff dans l'affaire de Chypre en 74 et de sa collusion avec la CIA.

La mort de Panagoulis rappelle l'assassinat de Lambrakis par les fascistes en 1963 (décrit dans le film de Costa Gavras «Z») : il avait été renversé par un triporteur.

### INTERNATIONAL

### HOUPHOUËT, Ambassadeur de l'impérialisme français en Afrique

La visite d'Houphouet-Boigny prend un relief particulièrement important. Il ne s'agit pas simplement d'une visite de routine destinée à renouveler un certain nombre d'accords. Elle a un caractère principalement politique, elle a pour but de donner une nouvelle image «libérale» et «généreuse» de l'impérialisme français, à un moment où sa position en Afrique est difficile à tenir, et où les rivalités entre les superpuissances dans ce continent prennent un caractère inquiétant pour les peuples. A travers les «relations exemplaires» de la France et de la Côte d'Ivoire, il s'agit de donner le modèle de la «coopération sans impérialisme» dont parle Giscard. Mais avec le président de la Côte d'Ivoire, choisit-il un bon ambassadeur?

Ancien parlementaire et ministre français de la période coloniale, fidèle serviteur des intérêts de l'impérialisme français, Houphouet en a été un des meilleurs représentant en Afrique. Dans l'Organisation de l'Unité Africaine et dans tous les organismes communautaires africains, il a toujours pris des positions que la presse bourgeoise qualifie de «modérées», c'est-à-dire réactionnaires, en contradiction avec les luttes de libération des peuples. C'est ainsi que, depuis plusieurs années, il prêche la conciliation avec les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie, échange des émissaires avec les gouvernements racistes et appelle les pays africains à établir des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Selon lui, et il ne fait que reproduire la position des impérialismes occidentaux, l'apartheid est un «problème intérieur à l'Afrique du Sud» et non pas un fait colonial concer-

dont la Côte d'Ivoire serait le modèle (on a vu la nature et les limites de ce «développement»). De ce fait, Houphouet nant tous les peuples africains. Le ministre de l'In-

ne jouit pas d'une position prestigieuse en Afrique ses positions l'avaient déconsidéré. L'intervention soviétique en Angola lui a formation de la Côte d'Ivoire a déclaré récemment permis de se faire passer qu'il ne fallait pas «Juger pour un défenseur de l'Afrique du Sud et lui l'indépendance africaine, donner des leçons». De dénonçant les «intervenmême Houphouet s'était tions extérieures». A l'ocengagé en faveur de la casion de sa visite à sécession du «Biafra», Giscard, il a exprimé «sa machinée en grande partie tristesse et son inquiétude par l'impérialisme frande voir le continent afriçais. La Côte d'Ivoire cain servir de champ clos maintient également des aux affrontements»

liens de «coopération»

avec Israël. Houphouet ne

manque pas une occasion

de faire l'éloge d'un déve-

loppement capitaliste

pour les pays africains

La démarche de l'impérialisme français, par Houphouet interposé, semble complémentaire de celle de Kissinger lors de son voyage en Afrique (définition d'une «nouvelle politique»). Bien que se trouvant en concurrence dans un certain nombre de pays, les impérialismes français et américain peuvent avoir des positions convergentes contre la pénétration du social-impé-

Mais Houphouet-Boigny, vieille figure du colonialisme et ami des racistes est bien mal placé pour se poser en champion de l'indépendance. Il ne fera certainement pas croire aux peuples africains que la collaboration avec l'impérialisme français, représente une «troisième voie» permettant de s'opposer de manière efficace aux deux super-puissances.

rialisme soviétique.



La présence de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire..

#### LIBAN

### LA QUESTION DE LA SYRIE

Les combats se poursuivent à Beyrouth et dans la banlieue, entre les forces patriotiques et les milices de droite. Chaque jour, on dénombre une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés, parmi la population et les combattants. Ces combats risquent de continuer jusqu'au 8 mai, date des élections présidentielles, et peut-être au-delà.

Au même moment, des luttes politiques se mênent pour les choix d'un nouveau président. Plusieurs tendances s'affrontent. Il y a ceux qui soutiennent Sarkis, ceux qui soutiennent Eddé, et ceux qui proposent d'autres candidats.

Dans une interview accordée à un journal libanais, Joumblatt a déclaré qu'il ne soutiendrait pas Sarkis, candidat soutenu par la Syrie car il considère que la Syrie et l'impérialisme américain complotent tous les deux contre la Résistance Palestinienne et le mouvement patriotique libanais, en vue de créer une confédération syro-jordanienne. L'attitude anti-syrienne de Joumblatt semble simpliste.

Tout d'abord, il est clair qu'aucun régime arabe, actuellement, ne peut maintenir une attitude conséquente vis-à-vis de la Révolution Palestinienne. La Syrie est un pays qui est en confrontation directe avec l'ennemi principal de la région, l'Etat sioniste. Elle est traversée de contradictions comme tous les Etats arabes. D'un

 RHODESIE (Zimbabwe) Devant la montée de la lutte armée de libération, le régime raciste se militarise : la durée du service dans les unités territoriacôté, un courant patriotique veut participer à la lutte de libération, de l'autre côté, un courant cherche un règlement. La politique syrienne change suivant le rapport de for-

La crise libanaise concerne de très près la Syrie. Que ce soit à cause de la partition du Liban ou de l'avenir du Liban lui-même. Il est donc normal que la Syrie ait son point de vue sur l'avenir du Liban, sur l'élection du nouveau président, à condition que cela ne soit pas une intervention forcée dans les affaires intérieures du Liban.

Il est clair qu'il serait souhaitable que les forces patriotiques libanaises, avec l'appui de la Résistance Palestinienne trouvent une solution à laquelle puisse se rallier la Syrie. C'est ce qui est exprimé notamment par l'éditorial du 1er mai du journal «Al-Safir», qui demande l'élection d'un 3ème candidat, qui dirigerait les forces du pays contre l'Etat sioniste, en liaison avec la Résistance Palestinienne et la Syrie.

les a été portée à quatre ans, et les forces rhodésiennes s'arrogent ouvertement le droit de pénétrer sur le territoire des pays africains voisins.

#### Quatrième session de la CNUCED

C'est aujourd'hui que s'ouvre à Nairobi, capitale du Kenya, la quatrième session de la «CNUCED», Conférence des Nations Unies pour le Commerce, l'Economie et le Développement. Après la déclaration du groupe des pays du Tiers Monde présents à la conférence Nord-Sud, il apparaît que cette réunion sera l'occasion d'un nouvel affrontement entre les métropoles impérialistes et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

C'est à Manille, au mois de février, que les pays du Tiers Monde ont mis au point leur position pour la quatrième session de la CNUCED.

Les problèmes qu'ils ont l'intention d'aborder touchent à des aspects très divers de la lutte pour un nouvel ordre économique international, débarrassé des vieux rapports d'exploitation impérialistes.

Il s'agit notamment de l'indexation du prix des matières premières, leur garantissant des ressources stables, d'une réorganisation du commerce international leur permettant de développer leurs exportations industrielles de produits finis, d'une réglementation en leur faveur de l'aide alimentaire, de l'augmentation des aides au développement, du report ou de la suppression d'une partie de leur «dette», de leur participation aux décisions concernant le système monétaire international, de leur accès à la technologie de pointe des pays dévelop-

Comme on le voit, ce sont tous les problèmes qui sont agités depuis plusieurs années à l'ONU et dans une série d'instances internationales qui seront à nouveau mis sur le tapis.

Un facteur important de cette conférence sera l'unité réalisée par les pays du Tiers Monde lors de la préparation de la CNUCED par la conférence de Manille. En particulier, des tentatives s'étaient faites jour pour introduire la division dans leurs rangs en traitant avec les seuls pays présents à la conférence de Paris, dite conférence Nord-Sud, des problèmes qui concernent en

### CONFRONTATION TIERS-MONDE-IMPÉRIALISME

réalité l'ensemble. Or le «groupe de dix-neuf», pays du Tiers Monde présents à la conférence de Paris, n'a cessé d'agir en tant que représentant des intérêts de tous.

En particulier, le groupe des dix-neuf a soumis à la conférence de Manille un rapport sur son travail à Paris. Les positions défendues par ces pays à la conférence Nord-Sud, et par l'ensemble du Tiers Monde à Nairobi, frappent par leur similitude. Récemment, Guerrera, coprésident pour le compte du Tiers Monde de la conférence de Paris, a justement rappelé qu'il ne fallait pas compter utiliser cette instance pour diviser le Tiers Monde, ou retarder l'application des mesures qu'il demandera à Nairobi.

En effet, particulièrement sur les points de l'indexation des matières premières et de la dette des pays en voie de développement, on s'attend pour la CNUCED à une forte résistance de la part des puissances occidentales, et tout particulièrement des Etats-Unis. Dans ce domaine, ils seront certainement rejoints par l'URSS, qui ne manquera pas, comme elle l'a encore fait à la dernière session extraordinaire de l'ONU, de réitérer son opposition à la distinction, pourtant bien réelle, entre pays riches et pays pauvres, à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et d'avancer, au moment où elle s'arme jusqu'aux dents, des propositions de «conférence

Dans la lutte acharnée qui va ainsi se dérouler jusqu'à la clôture de la conférence le 10 mai, l'unité des pays du Tiers Monde sera, une fois de plus, leur atout majeur.

Jean LERMET

#### LA CATASTROPHE IMMINENTE...

Un rapport de la CIA prévoit une baisse de la température sur toute une partie du globe qui entraînerait des famines dans tout le Tiers Monde, en particulier en Chine et en Inde. L'annonce de cette prétendue catastrophe écologique est évidente : «Vous allez mourir de faim, faites confiance à l'oncle Sam qui va vous secourir, car l'URSS qui a déjà bien des problèmes avec son agriculture ne peut rien pour vous». La ficelle est un peu grosse, car l'exemple des pays, qui se sont affranchis de l'impérialisme a montré que ce n'est pas la nature, mais l'impérialisme qui affame ; l'exemple de la Chine, de l'Albanie, du Vietnam montre que la mobilisation des masses sous le socialisme permet de maîtriser la lutte contre la nature, même dans des conditions difficiles.

• THAILANDE : Le nouveau premier ministre à confirmé qu'il n'appliquera pas les décisions de son prédécesseur sur le retrait des troupes américaines. D'importants mouvements populaires avaient amené le précédent gouvernement à exiger le retrait des bases implantées pendant la guerre d'Indo-

chine.

#### a ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

L'OUA a publié, le 1º mai, une déclaration de soutien à la lutte armée du peuple du Zimbabwe (Rhodésie). A propos de la décision du gouvernement raciste d'inclure des noirs dans le cabinet ministériel, l'OUA affirme qu'elle assume la responsabilité de la lutte armée et qu'aucun expédient de lan Smith ne pourra empécher le soutien des peuples africains à cette lutte armée.

#### • FRANCE-USA

Kissinger sera reçu vendredi par Giscard, après son voyage en Afrique et sa participation à la CNUCED. Cette visite a lieu après le voyage d'Houphouet et avant la conférence franco-africaine qui débutera le lundi 10 mai.

#### CAMBODGE

La production de caoutchouc a considérablement augmenté. Les travailleurs ont repris la production dans les nombreuses plantations. Les usines ont été remises en état et la production améliorée par des innovations techniques.

### LES LUTTES DU 1er MAI

### 1er Mai dans l'usine occupée, la fête des luttes

# LES «REO»: «NOUS VENDONS LES CHAUSSURES»

Julien LEBLOND

«L'usine Réhault, c'est bien ici ? Les 600 ouvriers qui ont été mis au chômage...»

-«Oui, c'est ici, entrez, l'usine est ouverte à tout le

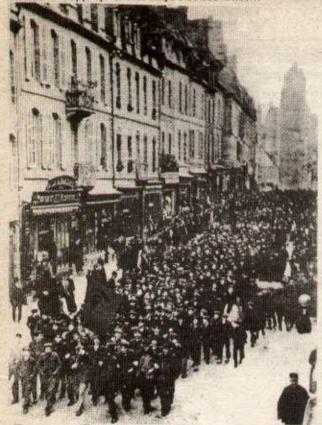
Cette question, c'est un petit paysan de Vitré qui la posait à un travailleur de Fougères, aux abords de l'usine samedi dernier. Il était venu accompagné de sa femme et de ses deux enfants. La presse bourgeoise hargneuse a essayé d'insinuer que les nombreuses familles populaires n'étaient venues là que pour acheter des chaussures à meilleur marché. C'est faux : ce paysan, lisant attentivement les panneaux d'explication sur la lutte des Réo. exprimait toute son indignation : «Vous vous rendez compte, plus de 2 000 gars qui n'ont pas de travail ici. Qu'est-ce qu'ils doivent faire ? Aller à Paris ? C'est pas tolérable la

D'emblée, le problème qui est posé, à partir de la lutte des Réo, c'est bien celui de l'avenir de Fougères, «ville sinistrée» du point de vue de l'emploi. L'initiative des Réo, la vente sauvage du stock de chaussures, pour spectaculaire qu'elle soit, n'est pas la simple répétition du geste des Lip en 73.

«Si on veut à tout prix chercher dans le passé récent un modèle à notre lutte, nous on pense plutôt à ce qui s'est fait autour du Joint Français en 72», nous confiait un travailleur de Rehault. Créer une large solidarité autour de leur lutte, certes, mais plus loin, amener la masse des travailleurs de la région à la conscience qu'il faut empêcher que le pays ne se vide de ses 1906 : les grandes grèves de Fougères. Aujourd'hui, les

20 000 chaussures en stock qu'ils avaient pris soin de mettre à l'abri, c'est, pour les «Réo», poursuivre dans la voie qu'ils s'étaient fixée dès le début de l'occupation de l'usine, le 16 février dernier: prendre l'initiative, ne pas laisser le choix du terrain à la bourgeoisie : c'étaient les «expéditions» Rennes-Fougères, l'occupation de la mairie de Fougères, les visites

«Réos» se réapproprient les acquis de ces luttes…



sens de la plate-forme de lutte des travailleurs de Réhault. Pas de victoire possible contre la fermeture de l'usine sans une mobilisation populaire consciente, unie, durable pour la défense des pays bretons, de leur activité industrielle, donc de leurs emplois menacés de liquidation par l'aggravation des difficultés économiques ou les plans de restructuration de la classe capitaliste.

PRENDRE L'INITIATIVE

Vendre aujourd'hui les

éclairs a l'Assedic pour imposer le paiement des indemnités de licenciement, le versement des 90 %... Des actions de masse, décidées en Assemblée Générale, conçues comme une progression: aller vers des actions de plus en plus dures. Vendre le stock procède de la même tactique : avec cette différence toutefois qu'on fait «un saut dans l'illégalité». La décision a donc été mûrement réfléchie, ses implications également : qui sait si la bourgeoisie ne va pas choisir cette occasion pour réprimer, pour expulser les «Réo» de leur

usine ? «On y a pensé. II nous semble, explique un délégué, que Ponia a les moyens, s'il le veut, de nous faire sortir d'ici. Mais ce serait une grosse erreur de sa part aujourd'hui, ça ne pourrait que contribuer à élargir le soutien».

Cependant, la question qui est discutée, dès lors que le stock sera vendu, c'est de mettre en route un plan de relance partielle de la production pour le compte... de la lutte ! Les «Réo» ont d'ailleurs déjà expérimenté ce type de reprise partielle en produisant des sacs en peau, des étuis à cigarettes qui se sont vendus en soutien.

La bourgeoisie n'a pas d'autre proposition aujourd'hui que des solutions industrielles qui toutes reviennent soit au réembauchage d'à peine deux cents travailleurs, soit à disperser un certain nombre d'entre eux dans de petites usines de la région. Ces solutions ont été repoussées par les ouvriers de Réhault comme a été repoussée par avance la proposition éventuelle de coopérative ouvrière. Obliger le patronat de la chaussure à réembaucher tout le personnel licencié et à maintenir l'activité de l'usine Réhault suppose, comme s'y attachent les travailleurs, que l'initiative reste entre leurs mains.

Fougères, des gens qui n'apprécient guère le succès de la fête populaire dans Réhault occupé le 1º Mai, ce sont seulement les quelques permanents et secrétaires locaux du P«C»F. Leurs tentatives plusieurs fois renouvelées de faire reprendre, dans les manifestations, leurs mots d'ordre de soutien au «programme commun» ont échoué. Leurs discours incendiaires sur la «concurrence de la chaussure italienne», la «promotion d'une véritable politique de la chaussure

S'il est aujourd'hui, à

française» n'ont guère convaincu davantage. Alors, las de tant «d'incompréhension» sur leur soi-disant soutien aux «Réo», ils n'ont rien trouvé de mieux à faire, le 1ºr mai, que d'appeler à une fête de leur cru, type «semaine du livre marxiste» où personne, hormis quelques uns de leurs militants, n'a daigné se déplacer | On les voyait rôder, samedi après-midi, la mine dépitée, dans la rue en face de l'usine, ruminant leur échec. Les travailleurs jugent sévèrement cette piètre manœuvre de diversion : «Faut-il les laisser faire leur petit cinéma dans leur coin, conclut une ouvrière de Réhault, on ne les a jamais vus se bousculer pour nous soutenir : la preuve encore aujourd'hui !n

Ce qui ne peut réjouir le P«C»F, c'est qu'une solide unité syndicale se soit tissée dans la lutte, que travailleurs syndiqués CGT et CFDT et non syndiqués participent d'un même effort à la définition des tâches de la lutte au sein des commissions et des groupes de discussions... Au sein du comité de lutte intersyndical, l'égalité de la représentation est ac-

Les initiatives qu'ont décidées les travailleurs de Réhault dans le cadre de l'élargissement du soutien à leur lutte ont été planifiées pour les quinze jours à venir.

Dans la salle polyvalente de l'usine, Bd Thiers à Fougères. d'abord, l'équipe d'animation a retenu trois dates dans son programme :

Le 4 mai, un tour de chant de Glenmor

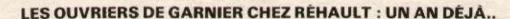
Le samedi 8 mai, un concours de belote doté de prix auquel sont conviés tous les travailleurs de Fougères et des

Le samedi 15 mai, un tour de chant du groupe «Octobre», deux filles et un garçon qui chantent la lutte du peuple chilien, les poèmes de Kirjuhel... Et un spectacle par les enfants de l'école de la Chattière qui, à la suite de leur visite à l'usine et de leur découverte de la lutte des Réos présenteront une série de saynètes sur les luttes dans le pays fougerais.

D'autres part, multipliant les déplacements dans les villes de Bretagne, les Réos vendront le stock de chaussures et discuteront des problèmes de leur lutte. Premiers rendez-vous avec les ouvriers de la SICCNA à St Malo, le comité de lutte contre le chômage de Rennes...

cordée tant à la CGT qu'à la CFDT.

«Si seulement cet esprit unitaire avait pu l'emporter dans les Unions départementales CGT quand nous avons fait la proposition aux deux syndicats d'accueillir tous les travailleurs en lutte à Fougères le 1º mai, commente un délégué de chez Réhault, on aurait été deux fois plus nombreux ! C'est regrettable que les directions départementales CGT aient mis des bâtons dans les roues et aient appelé à manifester séparément dans chaque ville». Cela ne peut servir l'aspiration ouvrière à coordonner les luttes, à débattre des difficultés et à les résoudre ensemble. Alors que les «Réos», lançant leur appel à toutes les UD et UIB offraient la chance de montrer en positif comment les structures syndicales peuvent être mises au service des luttes ! Ce n'est pas un des moindres acquis de cette fête populaire autour des «Réo» en lutte que plusieurs centaines de syndicalistes venant de différentes unions syndicales de Bretagne aient répondu à cet appel!



Parmi les nombreux stands de la fête, nous rencontrons plusieurs ouvriers de l'usine Garnier de Redon. La délégation de Redon compte une quarantaine de personnes. Ce n'est pas sans une certaine émotion qu'ils ont visité l'usine Réhault. Il y a un an, les Garnier étaient en lutte contre un plan de 160 licenciements et l'amputation d'une partie de leur usine. A l'époque, devenue capitale bretonne du chômage avec ses 2000 travailleurs sans emploi, tout Redon était en effervescence. Les charges de CRS réprimaient sauvagement les manifestations aux abords de la sous-préfecture.

Un an après, où en sommes-nous chez Garnier ?

«Sur les 160 gars qui ont finalement été licenciés, explique Paul, délégué du personnel, 50 n'ont toujours pas retrouvé de travail. Et, début juin, ils ne toucheront plus les 90%. Alors, le problème va devenir sérieux».

D'autant plus sérieux, devons-nous ajouter, qu'on chuchote dans les couloirs de la DATAR que le groupe Roffo, qui a racheté Garnier, est au bord du dépôt de bilan.

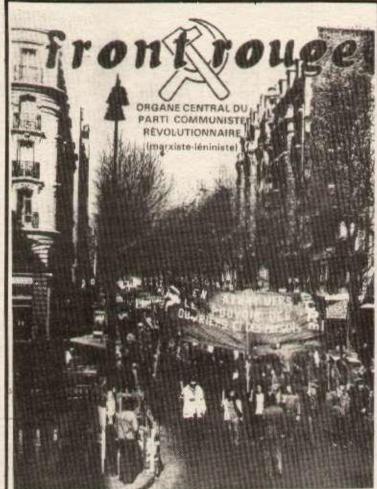
Alors, faux bruits? Nouvelles menaces pour l'emploi? Qu'en pensent les Garnier ?

«Les gars en discutent dans l'usine. A la sous-préfecture, ils essaient de nous rassurer en disant que Garnier a gagné son autonomie par rapport au groupe Roffo. On est tout de même inquiets et ça nous fait un peu peur de redémarrer la bagarre comme l'année dernière...»

Mais l'exemple des «Réo», de leur fête, la vente sauvage des chaussures, c'est positif, c'est la voie à suivre ?

«Tout à fait, c'est très réussi ! D'ailleurs, ils réussissent ce que, nous, on a eu du mal à entreprendre : créer un véritable soutien populaire. Nos journées «portes ouvertes», on les a prises en mains trop tard. Et puis les choses ont changé en un an : en 74, le chômage nous est tombé dessus tout d'un coup, on a été abasourdis, on s'est senti isolés. Alors que depuis, les gens se sont rendus compte que c'était un phénomène général, que c'était pas un hasard et ils organisent la résistance : c'est toute une prise de conscience qui s'est faite comme on le voit aujourd'hui à Fougères...»

### VIE DU JOURNAL



Nº 6 Nouvelle Serie

AVRIL 76

**EST PARU** PASSEZ VOS COMMANDES

à Front Rouge **BP 68 75019 PARIS** CCP 31 191 14 La Source



#### SOMMAIRE

- Editorial : gagner notre unité et notre autonomie contre le réformisme syndical FORMATION SYNDICALE · DÉFENDONS NOS DROITS, DÉVELOPPONS NOS LUTTES Sonacotra Bourgogne-Électronique p. 9 Câbles de Lyon Sanders Samaritaine, trois ouvriers envoyés à la mort p. 11 • Lettre ouverte de syndiques CGT a certains p. 14 membres du PCF dans le syndicat (Fos) • FPA : «Nous sommes partie intégrante du mouvement ouvrier» • 37 CONGRES CFDT
- extraits du rapport de la Fédération Générale Service Livre - contribution de syndiqués de l'Union des Syndicats d'Ambulants et Tri PTT p. 17 extraits de la résolution du congrès des
- travailleurs de l'industrie chimique parisien p. 18 · Se battre dans les commissions femmes de la de la CFDT
- INTERVIEW EXCLUSIVE D'ABOU GEORGES. responsable des relations extérieures de l'UNION DES TRAVAILLEURS PALESTINIENS

Rectificatif : le numéro de téléphone du Bureau Régional de Presse Rhône-Loire est le :27,10,34.

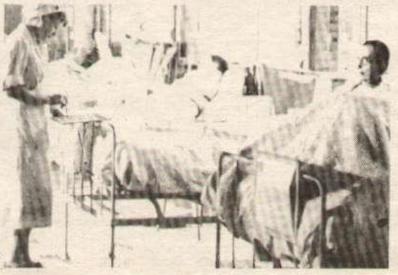
> POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS DANS LE MÊME KIOSQUE

### dans notre courrier -LA MOBILISATION DES **ETUDIANTS EN PSYCHOLOGIE CONTRE LE Dr SAVELLI** À PROPOS DE L'AFFAIRE DE L'ESPÉLIDOU

Il y a maintenant deux mois que les étudiants en psychologie de la fac de Lettres Paul-Valéry à Montpellier ont cessé les cours pour exiger la démission de toutes ses fonctions du Dr Savelli, patron-psychiatre de l'Espélidou. L'Espélidou est le

tions pour la démission de Savelli ou à l'intercepter alors qu'il traversait la fac en voiture pour l'obliger à s'expliquer devant tous les étudiants, ils ont contribué à la création d'un Comité d'Information-Espélidou sur la ville. Ce comité a

Les étudiants en psychologie expriment concrètement leur refus de se mettre au service de cette médecine psychiatrique et de ses mandarins. Patrons de centres où l'on torture en secret et parfois assassine les «malades», où l'on surexploite le personnel éducateur.



centre où est morte une enfant «en plein traitement» à la camisole de force. Savelli est aussi patron-directeur de l'UER de Psychologie à la faculté Paul-Valéry (entre autres titres). Les étudiants ne s'en sont pas tenus à faire circuler des pétiorganisé un meeting, des séries de projections de films sur la psychiatrie, des débats sur l'institution psychiatrique, sur son rôle et sa place dans la société capitaliste, avec la participation de travailleurs du secteur psychiatrique.

Quel que soit l'issue du mouvement d'ensemble des étudiants contre la loi Solsson, le mot d'ordre «Patrons hors des facs» aura pris un sens concret à la fac de Lettres de Montpellier. La mobilisation des étudiants de psycho aura prouvé que c'est en refusant la destination sociale du savoir qu'elle distribue que se fait la remise en cause de l'université bourgeoise, que la lutte contre cette université où des patrons s'installent aux postes de direction doit se faire aussi directement contre ces patrons; en les premant pour cible directe, en les désignant comme responsables des assassinats par «accidents» du travail par exemple, ou par «accident» tout court comme à l'Espelidou ; que c'est dans ces conditions que le mouvement étudiant peut se lier aux luttes de la classe ouvrière et à son refus de l'exploitation.

### QUE REPRÉSENTE LA LUTTE **CONTRE SAVELLI POUR** LES ÉTUDIANTS ?

Savelli savait ce qui se passait à Espélidou, cela avait été porté sur la place publique en 64 et 72, lors de l'exclusion de l'Espélidou de deux syndicalistes de la CFDT : Savelli a alors couvert le père Fabre aujourd'hui inculpé, exclu de ses fonc-

Savelli prétend qu'il ne savait rien I Mais alors qu'est-ce que ce médecin psychiatre qui touche 3h de vacation par semaine, (alors qu'il aurait dû en faire deux matinées et demiel et qui ne savait rien de ce qui se passe dans l'établissement ? qui ne saurait rien de la pseudo-pédagogie de Fabre. Pouvait-on ignorer les coups, les sacs de vaisselle cassée autour du cou, les messes de 3 heures, les bises à la tombe de mamie, les Hunors ?

Savelli est le symbole même du cumul des fonctions privées, et des tàches d'enseignement, et aussi des directions des recherches, des canalisations des débouchés de l'université, que veut officialiser la réforme du second cycle et les décrets Saunier, Soisson, contre lesquels les étudiants se battent aussi. Combien d'emplois occupe Savelli ? Dans combien d'IMP ?

Combien de cours de psychiatrie fait-il ? Combien de consultations ?

Ce ne sont pas les intimidations ou les violences qui feront céder un mandarin, (ancien médecin-psychiatre de l'armée en Afrique du Nord) c'est la dénonciation publique de ce cumul, de cet affairisme qui sévit dans certains milieux universitaires, les mêmes qui approuvent la réforme Soisson, la sélection, la non titularisation des assistants (...)

> Des étudiants en psychologie Montpellier - 28/4/76

#### COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

Pour une affiche de soutien au peuple palestinien, à l'occasion du meeting du 16 mai à la Mutualité, début d'une campagne «Palestine terre occupée, peuple en lutte», l'Association Médicale Franco-Palestinienne appelle à réaliser un projet d'affiche qui sera tirée par elle en sérigraphie (trois couleurs maximum) et qui est destinée à la vente pour le soutien matériel. Une exposition des projets sera faite lors du meeting à la Mutualité. C'est à une réunion préalable au salon de la jeune peinture, salle Palestine 19, rue de Vaugirard, le 15 mai à 12 h que les auteurs, les amateurs et l'AMFP retiendront les projets convenant politiquement et esthétiquement pour l'exposition à la Mutualité. Il est souhaité pour cette affiche, un caractère de masse mettant en valeur la lutte du peuple en Palestine occupée, contre le sionisme, l'impérialisme, la spoliation de la terre, l'apartheid, et pour la connaissance du peuple palestinien, de son histoire, de sa culture, de ses conditions de vie et de ses objectifs nationaux. Dans le cadre de l'exposition à la Mutualité, amener aussi d'autres œuvres plastiques dès

#### QUINZAINE OCCITANE A LIMOGES

Mercredi 5 mai :

Occitanie : réponse à la crise régionale

La révolte du midi : avec des représentants des Comités d'Action Viticoles

20 h 30, CCSM

La Quotidien du Peuple Publication du PCR (mil-Adresse Postale: BP 225 75 924 Paris Cedex 19 CCP no 23 132 48 F Paris Directeur de Publication Y. CHEVET Imprime par IPCC Paris Distribué par les NMPP Commission Paritaire 56 942

### **BLOC-NOTES**

### SANTÉ

### LES PREMIERS SOINS EN CAS D'ACCIDENT

Examiner la plaie, la partie blessée, arrêter son travail (quoi que dise le contremaitre), imposer le droit de tout travailleur en cas de blessu-

- aller soit à l'infirmerie de l'entreprise, s'il y en a une.

 soit chez le médecin ou l'hôpital le plus proche. Dans tous les cas, les soins, visites médicales, médicaments sont gratuits en cas d'accident du travail.

- faire constater l'accident et le faire inscrire.

Une plaie qui saigne doit être nettoyée pour éliminer les souillures à l'alcool, au Dakin ou à l'eau et savon de Marseille, puis recouverte d'un pansement stérile. Si la plaie est profonde (dépasse 3 millimètres de profondeur) ou large (plus d'un centimètre), elle doit être recousue rapidement par un médecin, pour êviter une cicatrice disgracieuse et longue.

En cas de saignement important, le moyen le plus -

sûr pour l'arrêter est de comprimer la plaie avec un tampon de coton, ou de gaze ou le poing en cas d'urgence et loin de toute infirmerie. Comprimer pendant 5 minutes, plus longtemps s'il s'agit d'un gros vaisseau. Parfois, il faut comprimer jusqu'à l'arrivée à l'hôpital. Les garrots sont dangereux si on les laisse plus de 10 minutes (risque de gangrêne du membre) et la compression est préférable.

Pour être couvert contre le tétanos, si on est vacciné, montrer le certificat. Dans le cas contraire ;

 refuser toute injection de sérum (piqûre faite dans la cuisse ou l'abdomen en 3 fois) ou les risques de choc et de réactions allergiques.

 obtenir du médecin une injection de gamma-globulines antitétaniques (piqûre faite dans la fesse en intramusculaire). Les gamma-globulines qui sont fabriquées à partir de sérum humain protègent pendant 15 jours et ne provoquent pas de réaction mais sont plus chères (70F contre 5F le sérum) et ne sont pas pratiquées systématiquement dans les hópitaux.

 demander aussi la première injection de vaccin antitétanique (piqure faite dans l'épaule qui ne donne pas de réaction) se faire ensuite vacciner correctement (2 autres injections à 1 mois d'intervalle rappel 1 an après puis tous les 5 ans).

Au sujet des plaies des doigts, les ongles, ou morceaux de doigts arrachés par une machine ils ne doivent pas être jetés mais ramassés et mis dans une compresse. Il est possible de suturer des doigts et de les greffer dans certains cas. Quant aux ongles arrachés, ils doivent être recollés pour éviter que la peau qui repousse plus vite que l'ongle ne déborde.

#### **EN CAS DE BRULURES**

Le risque majeur est l'înfection, il faut éviter de souiller la plaie, de nettoyer avec des antiseptiques (alcool, mercurochrome...) si la brûlure est étendue entourer le blessé d'un drap propre et attendre son arrivée à l'hôpital.

En cas de brûlure superficielle, nettoyer avec de l'eau bouillie (refroidie) et laisser à l'air. Il n'y a pas de risque d'infection, et si elle est peu étendue, on évite les risques de macération dûs aux pansements. Une croûte se formera rapidement.

#### EN CAS DE CORPS ÉTRANGER DANS L'OEIL

Cela se manifeste par une sensation de picotements, de gène. Il faut donc éviter les manipulations de la paupière et du globe oculaire qui peuvent amener le corps étranger à l'arrière du globe oculaire. Il faut se rendre chez un ophtalmologiste pour faire retirer le corps étranger.

Docteur QdP

#### MERCREDI 5 MAI

TF 1	lettres
	19 h 45 - Y'a un truc
13 h 35 - Les visiteurs du	20 h 00 - Journal
mercredi	20 h 30 - L'homme de fer
18 h 15 - A la bonne heure	21 h 15 - Football
18 h 45 - Pour les jeunes	Anderlecht -
19 h 20 - Actualités	West Ham
régionales	23 h 05 - Journal
19 h 40 - Une minute pour	TO II OD DOGITIES
	FR 3
les femmes	rn a
19 h 45 - Alors, raconte	TANK WITH AND THE COURT OF THE
20 h 00 - Journal	18 h 45 - Pour les jeunes
20 h 30 - Mois francophone	19 h 05 - Programmes
La machine	régionaux
22 h 00 - Médicale - L'urgen-	19 h 20 - Actualités
ce psychiatrique	régionales
23 h 05 - Journal	19 h 40 - Tribune libre
25 17 05 - 500miles	19 h 55 - Flash journal
A 2	20 h 00 - Les jeux de 20
A2	
CANTELLE VERSE STATE	heures
18 h 30 - Journal	20 h 30 - Un film, un auteur
18 h 40 - Le palmarès des en-	Hier, aujourd'hui,
fants	demain
18 h 55 - Des chiffres et des	22 h 35 - Journal

«Le petit rapporteur» s'interrompra le dimanche 27 juin. Jacques Martin doit realiser et interpréter pendant environ 7 mois un film produit par Carlo Ponti : «La Charrette». Cette «charrette» sera celle de journalistes licenciés par le nouveau maître de leur journal.

«Le petit rapporteur» reprendra dans le courant du 1ºr trimestre 1977.

CINÉMA MILITANT: Les Cahiers bimestriels «Cinéma d'aujourd'hui\*» consacrent leur dernier numéro double Imars-avril) à un dossier sur le Cinéma militant français. On y trouve notamment des textes des collectifs militants, ainsi que des entretiens. Notons également une table ronde sur «la question du Parti et quelques autres» avec Yann Le Masson, cinéaste marxiste-léniniste, et Paul Seban membre du PCF.

\* 1, rue de Metz, 75010 Paris. Prix du numéro double : 24F

# feuilleton HON DAT

RESUME

Au cours de leur repli dans la grotte, des partisans ont été blessés. Le jeune Be a eu un bras déchiqueté. Il faut l'amputer.

19º épisode

#### L'AMPUTATION DE BE

 Nous n'avons pas de scie, dit Ngan. On se servira d'un coupe-coupe qu'on aura pris soin d'aseptiser.

 Qui s'en chargera, camarades ? s'enquit Hai Thep.

Silence. Il était clair que personne ne voulait le faire.

- Et toi, Ba Ren 7 fit Hai Thep.

Ba Ren détourna ses yeux. C'est la première fois qu'il refusait d'accomplir une chose nécessaire, pour le bien de la révolution. C'est aussi la première fois qu'on le vit en proie à l'hésitation et à la crainte. (...) Il se sentait le cœur serré rien qu'en entendant qu'il fallait couper un bras à Be.

- Je ne saurais le faire, dit-il.

Hai Thep leva les yeux sur Ba Ren et se dirigea en silence vers Be.

 Il est certain que chacun de nous, opina Ngan, est capable de rendre ce service à Be. Je pense toutefois que Ba Ren fera les choses mieux que nous autres. Il lui suffit d'un seul coup, c'est moins douloureux pour Be.

Tout le monde approuva de la tête. Hai Thep revint :

 Je viens de parler à Be, il est pleinement d'accord. Il demande seulement qu'on agisse promptement.

Les regards se tournérent vers Ba Ren.

Ba Ren finit par accepter...

Ngan se leva, prit son fusil et s'en alla, suivi par



Après un bombardement US...

les guérilleros et Quyen. Quand Nam Nho revint avec son trousseau, Hai Thep lui dit :

 Allez faire bouillir de l'eau pour aseptiser le coupe-coupe de Ba Ren. Veillez à garder cette eau pour étancher sa soif. A propos, avez-vous encore une ampoule d'anesthésique?

- Deux

- On peut les utiliser pour Be ?

- Mais oui, ça diminue la douleur.

 Bon. Dites à Ba Ren de m'avertir quand tout sera prêt.

Hai Thep se dirigea vers Be en compagnie d'un guérillero. Be ouvrit les yeux comme pour lui demander :

- Pourquoi laisse-t-on trainer les choses ?

Hai Thep s'assit à son chevet et lui raconta de sa voix la plus naturelle comment on avait repoussé l'ennemi et quelles armes on avait prises. Be écoutait, les yeux pétillants d'enthousiasme. Il fit claquer sa langue de dépit :

#### DE ANH DUC

- Ah, si je n'étais pas blessé !

 Bien sûr que ce serait mieux, seulement tu t'en tireras. Il suffit qu'on t'enlève la partie broyée.
 Avec l'anesthésique, ça se passera sans trop de douleur.

 Je saurai serrer les dents. Je regrette simplement d'avoir à perdre un bras.

- Ça te chagrine ?

 Oui et non, répondit Be après un moment d'hésitation.

Hai Thep esquissa un sourire. Le visage de Be s'éclaira :

— Oui, continua le blessé, parce que je ne pourrai plus tenir mon fusil. Ça ne me fait rien d'être infirme. En devenant partisan, je savais bien qu'il faut s'attendre à être touché par l'ennemi, ou même tué. Je m'y étais préparé.

La réponse de Be surprit Hai Thep car il avait pensé de même. Il se dit : «C'est vrai, quand on sait d'avance à quoi on est exposé, on n'a pas peur. Be n'a que dix sept ans, mais il a l'assurance d'un combattant.

Il se tourna vers le guérillero qui l'accompagnait et lui dit à voix basse :

Va voir si Ba Ren a fini les préparatifs.

Be s'inquiéta soudain.

 Et Sœur Quyen, où est-elle ? Pourquoi n'est-elle pas là ? Appelez-la, je vous en prie.

- Bon, elle va venir.

Et, s'adressant au guérillero, Hai Thep ajouta :

— N'oubliez pas d'appeler Quyen, en même temps.

Be resta calme. Mais il se tourna vers Quyen quand celle-ci arriva et prit la main de la jeune fille avec sa main droite. Hai Thep posa le bras blessé de Be sur une pile de serviettes, alluma une nouvelle bougie et la garda dans la main.

Quyen entendit le grincement de la petite scie et aussi le coup sec de l'ampoule qui se cassait sur une pichenette de Nam Nho. Les doigts de Be pressèrent plus fort la main de Quyen.

(à suivre)

## L'ESPAGNE FACE AU FASCISME RENOVE

### 1 - LA NAVARRE, PROVINCE BASQUE, TERRE DE LUTTES

De grêves générales en mobilisations populaires, la classe ouvrière et le peuple d'Euskadi ont infligé de lourdes défaites au pouvoir franquiste, elles ont le nom du procès de Burgos, grève générale du 11 décembre 74, et maintenant Vitoria ou la dictature Juan Carliste a jeté le masque.

Aller au Pays Basque aujourd'hui, c'est visiter le fer de lance de la lutte unti-fasciste en Espagne. Visiter la Navarre comporte un intérét plus particulier. Les manœuvres des maires carlistes l'avaient exclue du statut d'autonomie accordé aux 3 autres provinces de Biscaye, Alava et Guipuzcoa. Après le soulèvement fasciste, elle avait coiffé le béret rouge des «Requetés» et combattu dans les rangs de la réaction.

Aujourd'hui profondément transformée par l'industrialisation, elle est à l'avantgarde de la lutte du peuple basque. La première à se lever contre les assassinats de Vitoria, celle où le prolétariat témoigne de la plus haute conscience révolutionnaire.

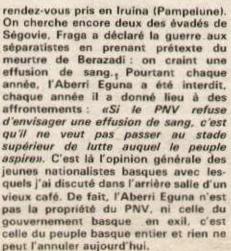
C'est sans doute pourquoi l'oligarchie s'attache à nier son appartenance au Pays Basque, ressuscitant les Fueros (quelques privilèges fiscaux concédés par la monarchie traditionnelle) pour mieux s'y opposer. Le parti révisionniste, qui, il est vrai, y dispose d'une influence plus que limitée, adopta d'ailleurs la même position.

Il faut revenir sur l'Aberri Eguna de 1976, ce jour-là, comme après Vitoria, beaucoup de stratégies politiques sont tombées, toutes celles du compromis avec le fascisme à visage libéral de

C'est le Parti Nationaliste Basque qui avait créé cette fête durant la République. Le jour de la patrie était célébré chaque année dans une ville différente avec force folklore et religion. Depuis les années 60, la tradition a été reprise, par le PNV (Parti Nationaliste Basque) et le gouvernement basque en exil puis, par l'ensemble des forces patriotiques bas-

Mais cette année, le PNV et l'opposition réformiste ont décommandé le

rendez-vous pris en Iruina (Pampelune). On cherche encore deux des évadés de Ségovie, Fraga a déclaré la guerre aux séparatistes en prenant prétexte du meurtre de Berazadi : on craint une effusion de sang. Pourtant chaque année, l'Aberri Eguna a été interdit, chaque année il a donné lieu à des supérieur de lutte auquel le peuple aspire». C'est là l'opinion générale des jeunes nationalistes basques avec lesvieux café. De fait, l'Aberri Eguna n'est pas la propriété du PNV, ni celle du gouvernement basque en exil, c'est celle du peuple basque entier et rien ne





'enterrement des assassinés de Vittoria

ministre des affaires étrangères, et image officielle de l'ouverture, qui s'adressait en ces termes aux troupes franquistes, lors de la prise de Bilbao :

«Tuez tous les soldats basques, n'en laissez pas un vivant, ce sont ceux-là les porcs et c'est vous qui étes les nationaux, c'est vous qui êtes nos sauveurs». 40 ans plus tard, les «sauveurs» tuent encore, mais il y a toujours des soldats basques. 300 peut-être sont parvenus à se regrouper dimanche matin et courent dans les rues de la vieille ville. L'un d'eux tient un drapeau à bout de bras et ils chantent «L'Eusko Gudari», léger et fier :

«Saldats basques, nous combattons pour la liberté d'Euskadi

Et nous nous tenons prêts à lui livrer

notre sang». Chacun sait que ce n'est pas une formule

A l'arrière, un groupe terme la marche ; à chaque carrefour, il met une voiture en travers, pour empêcher la progression de la police. A une heure, le Paseo de Sarrasate est noir de monde. La plupart se dirige dans le même sens, attendent quelque chose. Tout à coup, un groupe se forme sur le terre-plein central et l'on scande Askatasuna (liberté), en moins d'une minute, c'est une manifestation compacte d'un millier de personnes qui s'est formée, deux drapeaux sont déployés et l'on crie : «Presoak Kalera» (les prisonniers à la rue) mais vite il faut courir, les jeeps grises foncent sur les trottoirs, toutes sirènes en action, les balles de caoutchouc partent. A bas la monarchie assassine !

#### UNE OCCUPATION POLICIÈRE SANS PRÉCÉDENT

De fait, Pampelune, ce samedi 17 avril n'avait , pas son visage habituel : du monde dans les rues un peu plus que de coutume, des jeunes aux anoraks de nylon de couleur vive, aux chaussures de montagne. Entre les groupes, un regard complice, pas plus : le Basque a appris à se méfier de ce qu'il ne connait pas.

Cette année, sous l'égide de Juan Carlos, la ville est en état de siège, personne dans la ville ne se souvient d'avoir déjà vu un tel dispositif policier. Pourtant, ce n'est pas la première fois que le rendez-vous est donné dans la ville; en 1967, me rapporte Pilar, une ouvrière de «Ceramicas», il y avait des Ikurrinas (drapeaux basques) dans toute

la ville ; il y avait eu des affrontements mais un rassemblement avait pu avoir lieu, Plaza del Castillo.

Barrages de police à tous les carrefours dans un rayon de 35 kms ; la ville est encerclée par un cordon de police, il n'est pas possible de passer d'un quartier périphérique au centre de la ville. Tous ceux dont la carte d'identité n'indique pas formellement un domicile dans la ville sont refoulés. Patrouilles incessantes de la police armée et surtout, semblable à toi, prenant un verre de vin dans l'un des bars du quartier vieux, déambulant au milieu de la rue, la police secrète. Ce qui fait que l'on change de conversation dès que l'on se croit observé ou que l'on ne répond pas à ta question si elle est trop précise.



#### SOLDATS BASQUES

La police de Juan Carlos veut empêcher par tous les moyens, la moindre manifestation. Elle veut démontrer qu'en dehors de ceux qui ont sagement décommandé l'Aberri Eguna, le courant patriotique basque ne rassemble que quelques «terroristes», comme ils disent, mais ils ne prouvent qu'une chose : de Franco à Juan Carlos, c'est la même haine du peuple basque, c'est le fascisme qui continue. N'est-ce pas Areilza, comte de Motrico, actuel

#### LE PEUPLE ET SA PATRIE

On comprend que la plupart des gens restent sur les trottoirs, mais, pour des démonstrations policières de moindre importance, ils n'étaient pas sortis de chez eux, et leur promenade de ce dimanche a quelque chose d'un calme

Ce sont eux, les Navarrais qui ont fait une grève totale, jusqu'aux commercants en protestation contre les morts de Vitoria et qui sont sortis à plus de 10.000 dans les rues de Pampelune. Et lorsque la manifestation a été autorisée, pour la convention collective générale de Navarre. ils étaient 40.000 derrière l'immense banderole rédigée en basque : «Nafarroa Konbenio Oro Korra» (convention collective générale de Navarre) et Pilar ajoute : «La manifestation était pour la convention, mais il y n'y avait pas que des ouvriers, des éleveurs aussi étaient venus, et les gens criaient tous les mots d'ordre comme d'habitude: pour le syndicat ouvrier, pour l'amnistie, pour la dissolution des corps répressifs».

Pour le responsable des commissions ouvrières de Navarre, si les gens n'ont

pas beaucoup manifesté, c'est uniquement parce qu'il y avait beaucoup trop de policiers et que le gouvernement avait annoncé son intention de frapper très durement.

Il est vrai que la majorité de la jeune classe ouvrière navarraise n'est pas d'origine basque ; mais il serait vain de spéculer sur son manque de conscience patriotique. Lors des grèves générales d'Euskadi en décembre 74, et tout récemment pour Vitoria, c'est elle qui était à l'avant-garde de la solidarité, forgeant ainsi, à sa façon prolétarienne, l'unité des provinces d'Euskadi.

Je n'ai d'ailleurs trouvé aucun Navarrais pournepas affirmer sans sourciller : «Oui, Euskadi, c'est 7 provinces» (y compris celles du nord, en France). Sans parler de ces jeunes ouvriers et paysans qui arborent la veste de laine bleue traditionnelle décorée aux armes des contrées basques. La vérité, elle est bien dans cet homme déjà âgé qui reste sur le pas de sa porte en voyant passer une manifestation mais, qui scande avec elle «Naffaroa Euskadi Da » (La Navarre, c'est, en Euskadi).

#### LA RÉPRESSION QUI UNIT

Oui, la Navarre est basque, pas seulement par le sang et par l'histoire mais aussi par la répression commune, qui depuis 40 ans frappe le peuple indistinctement.

La répression, c'est ce jeune, accusé par le garde civile de faire des bombages sur les murs, qui s'enfuit, reçoit une balle dans la cuisse, et l'on doit lui couper la jambe. C'est cette bande de jeunes arrêtés pour rien dans un village pour avoir lu un tract ramassé par terre. On les interroge, on constate que l'un d'entre eux est fiché comme ayant participé à la commission négociatrice lors d'une grève, on le garde, on le passe à tabac, on lui arrache les cheveux

La répression, ce sont les mouchards qui trainent à longueur de journée dans les rues de Pampelune et, c'est sur la Plaza del Castillo, la peur qui empêche ce jeune paysan de répondre à mes questions. Tout cela se poursuit, et continue de se passer dans le régime «libéral» de Juan Carlos. Comment les Basques seraient-ils dupes ? Comment leur drapeau n'unirait-il pas' tous ceux qui crient Askatasuna (liberté) ?

Frédéric FERRER